



SOLEIL NOIR

Bulletin apériodique anarchiste



Septembre 2009. Caen, Octobre 2023. CAEN.

**PRIX
LIBRE**

Et le soleil est noir...

Si notre soleil est noir, c'est parce qu'une tâche se pose chaque jour sur notre cornée : là, troublant notre idéal domination, oppression, exploitation. L'ombre pesante du pouvoir et de l'autorité vient obscurcir notre goût insatiable de vivre et notre désir de liberté et d'égalité.

Soleil Noir est une aventure collective. Pour autant, vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple -, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glané dans des revues amies, ou rédigé par nos soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce « fatras » cherche à « éclairer » les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.

Si Soleil Noir n'est pas écrit à partir d'une position homogène et monolithique, il n'en demeure pas moins que notre « rédaction » partage de réelles affinités. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, et du goût consensuel de la composition politique, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, participant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations.

Chaque participation est le fruit de réflexions individuelles ou collectives, mais ne vise en rien à refléter une position commune et consensuelle à l'ensemble des contributeurs et contributrices. Vous pouvez vous-mêmes proposer des contributions en nous envoyant des textes ou en nous contactant pour nous rencontrer.

Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, encore moins un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques.

C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du « milieu radical », et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos. Le bulletin est diffusé en format papier et numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées, pour alimenter vos Infokiosk ou vos lieux de diffusion (squats, locaux, librairies) ■

■ Soleil Noir,
soleilnoir-caen@riseup.net

« Quiconque a regardé le soleil fixement
Croit voir devant ses yeux voler obstinément
Autour de lui, dans l'air, une tache livide.

Ainsi, tout jeune encore et plus audacieux,
Sur la gloire un instant j'osai fixer les yeux :
Un point noir est resté dans mon regard avide.

Depuis, mêlée à tout comme un signe de deuil,
Partout, sur quelque endroit que s'arrête mon œil,
Je la vois se poser aussi, la tache noire !
[...]

Gérard de Nerval, le point noir.

« Pour ne plus, jamais plus, vous parler de la pluie,
Plus jamais du ciel lourd, jamais des matins gris,
Je suis sortie des brumes et je me suis enfuie,
Sous des ciels plus légers, pays de paradis,
Oh, que j'aurais voulu vous ramener ce soir,
Des mers en furie, des musiques barbares,
Des chants heureux, des rires qui résonnent bizarres,
Et vous feraient le bruit d'un heureux tintamarre,
Des coquillages blancs et des cailloux salés,
Qui roulent sous les vagues, mille fois ramenés,
Des rouges éclatants, des soleils éclatés,
Dont le feu brûlerait d'éternels étés,

Mais j'ai tout essayé,
J'ai fait semblant de croire,
Et je reviens de loin,
Et mon soleil est noir,
Mais j'ai tout essayé,
Et vous pouvez me croire,
Je reviens fatiguée,
Et j'ai le désespoir
[...]

Barbara, Le soleil noir

« Au fond du H.L.M.
De la cité Staline
Se cache une fillette
Qui s'ennuie à mourir
Tous ses copains se droguent
Alors elle fait pareil
Et sans savoir pourquoi
Elle ne se contrôle pas

Mais elle a toujours froid
Il n'y a pas de soleil
"J'me sens bien avec ça"
Une éclipse est en elle
Et pour se réchauffer
Elle danse avec la mort
Ca la fait délirer
Toujours un peu plus fort
[...]

Bérurier Noir, Soleil Noir.

RETOUR SUR LE MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES DANS L'AGGLOMÉRATION CAENNAISE.



LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES localement a ressemblé à ce qui s'est passé partout ailleurs. Ce qui marque d'abord, c'est le nombre de gens en manif. Caen est une ville avec une tradition ouvrière, mais les dernières années nous avaient habitués à des cortèges clairsemés. Au plus fort, souvent pas plus de 5000 personnes. Cette fois, le mouvement renoue avec les cortèges massifs, avec souvent plus de 30000 personnes dans la rue et jusqu'à 40000 (pour une aire urbaine d'environ 400000 habitants et habitantes). Des manifs massives donc, mais bien sages et sans participation active aux blocages et actions. Peu de grèves reconductibles non plus : seulement quelques tentatives sporadiques dans l'éducation et chez les cheminot-es. Comme ailleurs, l'ambiance est très citoyenniste et suit les directions syndicales, qui quant à elles assument à plein leur rôle de cogestion. Les journées de mobilisation clairsemées suivent le parcours parlementaire de la loi, comme si un mouvement avait vocation à faire pression sur des élu-es plutôt qu'à créer un rapport de force pour faire plier un gouvernement.

Toutefois, un cortège autonome conséquent n'a cessé de grossir au sein de ces manifs. Malheureusement, il est parfois empêtré dans une caricature du gauchisme le plus plat : se donner une image radicale à coup de slogans offensifs (succédant à des reprises de slogans syndicaux classiques, appelant notamment à la retraite à 60 ans plutôt qu'à mettre fin à l'exploitation), de fumigènes et de style black-bloc, mais sans passer à l'acte. La forme plutôt que le fond. Seuls quelques rares groupes affinitaires se sont organisés pour fracasser des distributeurs automatiques de billet, des vitrines de banques et assurances, des panneaux publicitaires, des distributeurs automatiques de ticket des transports publics, des caméras de vidéosurveillance, etc. Ces pratiques se sont toutefois élargies au fur et à mesure et ont suscité des moments de solidarité.

Les flics sont dans un premier temps restés à distance, prenant des photos et semblant constituer des dossiers et faire du fichage. La donne a changé quand le mouvement est entré dans une phase plus dynamique, avec une répression brutale. CRS et gardes-mobiles sont venus prêter main forte à la Brigade d'intervention locale et aux BACeux. Beaucoup de lacrymogènes, mais aussi des tirs de flashball et des grenades désencerclantes ont été abondamment utilisés, blessant beaucoup de gens. A partir de fin mars, chaque fin de manif connaît son lot d'interpellations, parfois massives (jusqu'à une quinzaine). Si la plupart n'entraînent pas de poursuites, il y aura beaucoup de personnes condamnées. Les tribunaux utilisent des procédures expéditives et tapent parfois dur, avec des peines de prison. Les BACeux mènent la chasse pendant longtemps autour des lieux de dispersion de la manif. Fait nouveau, ils ont été jusqu'à venir interpellier sur les terrasses de bars, longtemps après la fin de manif.

Après le 7 mars, localement aussi a eu lieu la confirmation de la faiblesse du mouvement : il y a bel et bien eu de beaux blocages débordant les directives des centrales syndicales, avec des gilets jaunes, des syndiqué-es, des anarchistes et autres radicaux et radicales, d'autres individu-es sans étiquette, foutant le feu à de belles barricades sur le périph, mais des blocages globalement incapables de durer dans le temps faute de monde. Aucune grève reconductible significative non plus, seulement des individus souvent isolés dans leur boîte, leur administration ou leur bahut ont fait grève en continue pendant quelques jours. Les blocages ont persisté en gros entre le mardi 7 mars et le jeudi 16 mars, quasi-quotidiennement, mais en se maintenant seulement tôt le matin avant de lever en début d'après-midi, faute de gens à qui passer le relai. La grosse centaine de personnes impliquée réellement dans ces blocages s'est vite usée.

Outre le cortège autonome mis en place dès le 31 janvier sous l'impulsion d'une assemblée de lutte et de ses complices, il n'y a guère eu d'espaces autonomes publics d'auto-organisation. Une assemblée de lutte a vu le jour, réussissant à impulser ce cortège et essayant, le plus

souvent sans succès, a mené ses propres actions en-dehors des appels intersyndicaux. Une action a un peu fonctionné tout de même : une trentaine de personnes a monté des barricades enflammées sur les voies de tram vers 6h30 avant de déguerpir, bloquant la plupart des rames jusqu'à un peu plus de 8h, c'est-à-dire au moment de l'heure de pointe du matin. L'assemblée de lutte n'a jamais réussi à agglomérer suffisamment de gens pour créer un véritable pôle de radicalité dans le mouvement. De 80 personnes lors de la première assemblée publique, en fin de manif et dans un squat de sans-papiers, elle s'est rapidement stabilisée autour de 20 à 30 personnes, rarement les mêmes, et dont une partie déjà organisée en groupes d'affinités pour passer à l'action.

Le 16 mars et le passage au 49.3 a bien sûr, ici aussi, changé la donne, avec un passage à des manif plus émeutiers, avec parfois de beaux gestes et une belle énergie. Mais celles-ci vont malheureusement s'installer au fur et à mesure dans une routine d'affrontements sans capacité de surprendre les flics. Le mouvement s'est ensuite lentement épuisé.

Il y a toutefois de quoi se réjouir : un cortège autonome qui atteint parfois les 2000 personnes, applaudissant ou se solidarisant, par exemple en cachant des personnes, de la casse faite sur le parcours. Beaucoup de rencontres, avec la création de solidarités qui semblent durables, et une belle énergie émeutière par de trop fugaces moments. Et aussi, spécificité caennaise, une longue occupation d'un bâtiment universitaire, qui a permis d'avoir un lieu autonome d'organisation (plusieurs réunions et assemblées de lutte y ont eu lieu) et que des dizaines de personnes expérimentent pendant plus d'un mois la vie collective en autogestion dans un lieu occupé. C'est probablement ce qui s'est passé de plus remarquable localement.



JANVIER, FÉVRIER...

Jeudi 19 janvier : une première manif matinale et traîne-savate de 18000 personnes est tout juste égayée par quelques tags le long du parcours.

Mardi 31 janvier : la seconde manif atteint les 30000 personnes. Quelques tags et quelques poubelles incendiées dans un début de cortège autonome en train de se former. 6000 flys appellent à une assemblée de lutte (assemblée Intersecteurs) dans un squat de sans-papier (la pouponnière) après la manif. Celle-ci regroupe 80 personnes, avec l'idée de se pérenniser pour coordonner et organiser des actions dans le but de tendre au blocage économique réel et de ne pas en rester à la seule réforme des retraites. Par la suite, une caisse de grève va se monter, qui va redistribuer environ 800€ à une vingtaine de personnes.

Samedi 4 février : des groupes de gilets jaunes et l'assemblée Intersecteurs appellent à une action autonome au rond-point bleu d'Ifs, l'un des symboles de la lutte locale des Gilets jaunes, aux abords du périph sud. Feu de palettes et de pneus, barrage filtrant pour diffuser des appels à la grève et aux actions, banderoles, etc. Le barrage est plus ou moins filtrant selon le type de véhicules (les camions et les voitures luxueuses étant bloqués quelques minutes), l'humeur, la lassitude et les réactions des automobilistes (les plus véhéments étant évidemment bloqués plus longtemps). L'opération dure 3h et soude les 150 personnes présentes.

Mardi 7 février : A 7H, un rendez-vous est donné par l'assemblée de luttes et une AG interpro (regroupant essentiellement des profs et qui ne va pas perdurer) pour un barrage filtrant avec diff. Seulement une dizaine de personnes au rendez-vous, qui fait une diff comme elle peut. A 10H30, 15000 personnes en manif traîne-savate. Un "cortège combattif" est appelé, qui n'a jamais vraiment réussi à se constituer, d'abord mêlé à la CFDT, puis à la CGT, empêchant toute possibilité d'y faire quoi que ce soit. A 14H, un rendez-vous pour une action de blocage appelé largement dans la manif n'a regroupé que 70 personnes. L'action de blocage se retrouve en diff de

tracts à encore moins nombreux. Les tentatives pour dépasser le cadre symbolique et dirigé par les bureaucraties syndicales ne prennent pas...

Samedi 11 février : La manif retrouve du nombre (plus de 30000). Le départ depuis les Rives de l'Orne aurait pu laisser espérer une envie d'aller bloquer une gare toute proche où les trains circulaient pourtant sans protection policière rapprochée, mais rien... Un cortège autonome s'est tout de même constitué, permettant à quelques poubelles de s'incendier sur son passage, et à plusieurs tags d'apparaître sur les murs de la ville, principalement sur des banques. On pouvait y lire notamment des messages de solidarité avec Alfredo Cospito, contre le capitalisme et l'Etat, des appels à la révolution ou encore à la guerre sociale, et un "Big up Charles".

Samedi 25 février : au rendez-vous appelé par l'Intersyndicale de 14H30, peu de monde sur la place de la République. Les flics annoncent néanmoins 1000 personnes, et beaucoup se disent que pour une fois, c'est peut-être eux qui ont les yeux plus gros que le ventre... S'entame alors une très longue attente dans un froid quelque peu glacial. Les bureaucrates déblatèrent des discours fleuves, ils ne veulent pas partir en manif. Un groupe de gens finit par traverser la place en scandant "anticapitaliste" et part en manif. Le camion CGTiste démarre, le SO (service d'ordre syndical) tente timidement de stopper le groupe, n'y parvient pas. Ça part en manif, avec 70 ou 80 personnes devant dans un fébrile cortège de tête. Le SO syndical, dont l'un des protagonistes enfile ses gants coqués pendant qu'un autre arbore fièrement son écusson patriotique, se réorganise et fait une chaîne humaine pour empêcher les gens de rejoindre le cortège de tête. Pas mal d'affiches sont collées, notamment contre le RSA travaillé sur le Conseil départemental, et quelques tags apparaissent sur les murs de la ville, pendant que la CGT tente de maintenir une distance avec le cortège de tête.

La CGT s'arrête à la mairie, finissant de témoigner de sa dissociation, pendant que le frêle cortège de tête se fait rejoindre par l'essentiel de la manif, batucada des intermittent-es en tête, et poursuit à plusieurs centaines en manif sauvage.

7 MARS ET JOURS SUIVANTS :

Au niveau des blocages :

Mardi 7 mars, l'intersyndicale appelle à des barrages sur les ronds-points de Ifs, Carpiquet, Mondeville 2, Zénith et Colombelles à partir de 4h du matin. Des salariés de PSA ont également bloqué auprès de leur boîte. Pendant ce temps-là, une trentaine de personnes a constitué une barricade enflammée sur les voies de tramway, près du dépôt, avant de déguerpir.

La circulation du tramway a ainsi été perturbée de 6h à 8h. Si sur la plupart des points de blocage, il s'agit d'un barrage filtrant pour les voitures et de blocage pour les camions de marchandises, à Ifs le blocage est rapidement devenu total, avec barricades enflammées. Quelques gilets jaunes ont pris l'initiative d'étendre le blocage au périph voisin, rapidement suivis de pas mal de radicaux et radicales. Certains camions essayant de forcer le passage sont sabotés (valves pétées). Le périph sud se retrouve complètement bloqué toute la journée (la Pref annonce jusqu'à 16km de bouchon) jusqu'à ce que les flics interviennent à 18H45 pour le lever.

Plusieurs ronds-points sont de nouveau bloqués **mercredi 8 mars**, (Mondeville, Carpiquet, Colombelles, Ifs) à partir de 5h30, ainsi que le périph à Ifs. Ce dernier point de blocage (rond-point et périph à Ifs) devient l'un des principaux lieux de fixation du mouvement.

Les bâtiments du campus 1 de la fac de Caen sont aussi bloqués, et un bâtiment occupé. Tandis que le campus est fermé administrativement, pour mieux empêcher que les étudiants et étudiantes rejoignent la lutte, l'occupation va persister pendant plus d'un mois.

Plusieurs lycées sont aussi bloqués mardi 7 mars, et l'un d'eux (Charles de Gaulle) de nouveau mercredi 8 mars.

Si des blocages routiers vont se maintenir les jours suivants, notamment au rond-point bleu d'Ifs et sur le périph, ils ne vont pas réussir à s'élargir et devenir de moins en moins effectifs. Ils sont en réalité portés à bout de bras par une poignée de personnes, et se

heurtent parfois à des bureaucrates syndicaux, notamment de FO, qui refusent toute démonstration de détermination et tentent d'empêcher les blocages effectifs. Par exemple, le rond-point bleu et le périph sont bloqués de 5h à 12h le lundi 13 mars pour donner le ton à la semaine, le mardi 14 mars, le lycée Malherbe, l'un des plus gros lycées de France avec plus de 2000 élèves, est aussi bloqué. Les cheminot-tes tiennent des assemblées qui reconduisent la grève pendant quelques jours. Une assemblée de quelques dizaines de profs en fait tout autant. Mais nous sommes loin d'une grève massive et d'un blocage réel de l'économie.

Au niveau de la manif : Encore beaucoup de monde (environ 40000) pour faire une petite marche ponctuée d'harassants discours. Un cortège autonome assez fourni s'est tout de même constitué, laissant sur son passage beaucoup de tags et plusieurs distributeurs automatiques de billets et de distributeurs de tickets de tramway hors d'usage. Une interpellation en fin de manif pour une porte de banque fracturée.



Jeudi 16 mars : le recours au 49.3 pour faire passer la réforme en force ne passe pas. C'est le cas aussi à Caen. Un rassemblement spontané à la Pref a lieu à 17H30. Quelques projectiles sont balancés sur les flics. On sent que l'ambiance a changé. Le cortège autonome grossit à vue d'œil, et une bonne partie de

la manif suit ensuite en manif sauvage. Le spectacle de la radicalité cède à l'action réelle. Des tags, des feux de poubelle, une vitrine de banque fracassée sous les applaudissements, une grosse barricade enflammée place Fontette, quelques poubelles incendiées devant la Pref. Une interpellation.

Vendredi 17 mars : un blocage matinal est organisé par l'Intersyndicale quartier Koenig près de Caen.

Samedi 18 mars : un rassemblement à la Pref appelé par l'Intersyndicale regroupe plusieurs milliers de personnes. Pendant que le camion FSU passe des standards de Dalida et consorts, d'autres gens jettent quelques pétards sur les keufs. Puis manif. Au bout de quelques dizaines de mètres, les premières vitrines tombent. Un florilège de tags, un vent de révolte qui souffle nombre de vitrines de banques et de bien d'autres nuisibles, deux caméras de vidéosurveillance sont rendues inutilisables. Pendant que le cortège officiel - peu nombreux - continue tranquillement, une bonne partie de la manif prend des rues parallèles. Une manif sauvage s'enclenche. Les murs prennent des couleurs et des vitrines éclatent. Ça prolonge direction la gare. Enormément de gens s'échinent à ramasser tout ce qu'ils et elles peuvent pour entraver les voies : poubelles, barrières, plots, etc. Quelques feux de poubelle. Ça va vers la gare pour l'envahir, il reste encore plusieurs centaines de personnes, les flics arrivent. Les vitres de la gare sont défoncées, ça se regroupe et ça s'exfiltre du mieux possible (la place de la gare est une nasse), ce qui n'évite pas de se prendre du gaz et surtout au moins 2 interpellations. Une autre personne a été interpellée sur un blocage dans la soirée à Ifs.



Jeudi 23 mars : Peut-être plus de 40000 personnes dans la énième manif appelée par l'Intersyndicale. Et pour une fois, le slogan "ça va péter" est suivi de conséquences. Pendant le cortège, quelques banques sont attaquées, quelques tags, un petit cortège part aussi dans des rues adjacentes, faisant des barricades avec le mobilier urbain. Puis ça arrive à la Pref, où cette fois-ci c'est une compagnie de CRS qui attend la manif. Alors que les camions syndicaux et leurs bureaucrates partent très vite vers la place St Sauveur, un lieu de dispersion choisi par la Pref car idéal pour les flics, des milliers de personnes restent à la Pref. Aux gaz lacrymogènes répondent des tirs de projectiles, aux charges des flics des contrecharges de révolté-es. C'est parti pour plusieurs heures d'émeute. Divers fronts se forment autour de la Pref. Des feux sont allumés en divers endroits, des vitrines explosées, le mobilier urbain utilisé pour dresser des barricades ou comme projectiles. Les flics n'arrivent pas à disperser, les gens sont déterminés et restent nombreux et nombreuses à se solidariser pour leur faire face malgré l'usage abondant de grenades de désencerclement et de flashballs. Le centre-ville de Caen est inondé de lacrymo. Au bout de deux heures, les flics réussissent à éloigner l'émeute des abords de la Pref. Pendant encore un long moment, des groupes se rassemblent, crament des poubelles et relancent les grenades lacrymo en différents endroits du centre-ville. 11 interpellations et 2 condamnations, pas mal de blessé-es. La Pref annonce 34 flics blessés. Ce sera la grosse émeute du mouvement.

Mardi 28 mars : des barrages filtrants, parfois rendus effectifs sous la pression de révolté-es, sont organisés le matin par l'Intersyndicale. La Pref ferme en amont le périph sud et met en place des déviations rendant bien moins efficaces les blocages. Le pouvoir s'adapte à la répétition des mêmes actions. 20000 personnes à la manif de 14h30. Un cortège de tête de 800 personnes se forme et part directement en manif sauvage, avec son lot de tags et de casse, pendant que le reste de la manif poursuit le parcours devenu routinier (place St-Pierre, quais, Place St-Sauveur). Des premiers affrontements aux abords de la place Saint-Sauveur en fin de manif. Les flics bloquent les rues du centre-ville, des gens arrivent à se regrouper près de la Pref et les affrontements reprennent. Des banques, des agences immobilières, des abribus, des poubelles, sont détruits. Des échauffourées et des

groupes mobiles continuent jusqu'à 19h30. De nombreuses interpellations ont lieu.

Jeudi 13 avril : la même routine : des barrages de moins en moins effectifs le matin, une manif l'après-midi avec un gros cortège autonome qui détruit les rares panneaux publicitaires et distributeurs automatiques de billets encore existants, puis une manif sauvage qui se dirige inlassablement vers la Pref et ses flics pour des affrontements. Un autre cortège se forme pour une manif sauvage vers le bâtiment universitaire occupé, bloquant au passage la circulation et subissant des tirs de gaz lacrymogène.

Vendredi 14 avril : une manif sauvage de près d'un millier de personnes quitte un rassemblement de l'Intersyndicale, avec son lot de poubelles cramées et de tags, pour finir devant les flics à la Pref, qui finissent par gazer. Au moins une interpellation.

Lundi 17 avril : les flics expulsent le bâtiment universitaire (annexe droit) occupé depuis le 7 mars à 6h du matin.

Jeudi 20 avril : un rassemblement de l'Intersyndicale se termine par une manif sauvage qui termine à

la Pref, avec quelques affrontements et deux interpellations.

Samedi 22 avril : une centaine de personnes bloque l'accès au stand du Service National Universel. Des bousculades ont lieu avec les flics qui tentent de les déloger.

Lundi 1^{er} mai : plus de 30000 personnes en manif, avec un cortège autonome de 2000 personnes avec son lot de casse sur le trajet et un départ en manif sauvage pendant la manif officielle. Les portes de l'ancien cinéma Pathé sont forcées pour proposer une assemblée de lutte, mais les gens préfèrent rejoindre le cortège principal. Une manif sauvage s'ensuit, qui finit vers la Pref avec des affrontements.

6 juin : 10000 personnes pour une dernière balade sous haute surveillance. Pour cause de cérémonies célébrant les massacres du Débarquement, le président Macron est à Caen.



Bloquons l'économie !



L'ASSEMBLÉE DE LUTTE INTER-SECTEUR :

Durant plusieurs semaines, une assemblée de lutte dite inter-secteur tente d'organiser avec des succès mitigés des blocages et des actions directes. Elle participe également à constituer un cortège autonome dans la manifestation à partir duquel peuvent s'organiser des actions et des bifurcations dans la manifestation mais également des manifs sauvages.

Elle constituera également une caisse de grève autonome en vue de récolter du pognon pour les grévistes.

Malgré ses limites et le succès restreint qu'elle a rencontré, elle a eu le mérite d'ouvrir à nouveau un espace d'auto-organisation, autonome des Partis et des syndicats à Caen.



Depuis le début de mouvement contre la réforme des retraites, nous sommes plus de 30000 en manif et 150 sur les blocages dans l'agglomération caennaise. Une telle situation nous emmène fatalement à la défaite. La lutte n'est pas juste une promenade de santé !

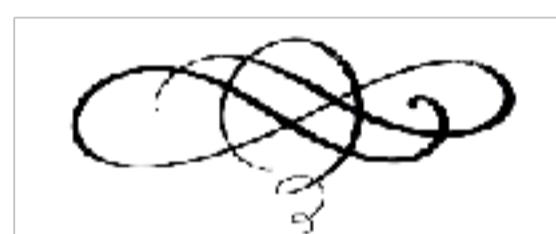
Pour instaurer un rapport de force avec le gouvernement, il faut taper au porte-monnaie en multipliant les points de blocage et en les rendant effectifs. Cela a commencé le mardi 7 mars, avec plusieurs ronds-points bloqués, et surtout le périphérique sud grâce à des barricades enflammées.

Pour rejoindre un blocage, vous pouvez prendre :

- Nourriture et boissons chaudes ;
- Pour se réchauffer et bloquer : palettes, pneus, essence, etc. ;
- Même si vous venez seul-e, il y aura des personnes sur place pour rester en groupe ;
- Si vous ne pouvez pas rester longtemps, un peu de soutien est toujours le bienvenu !

Dans un moment où la vie devient de plus en plus chère, les conditions de travail toujours plus difficiles, qu'on nous demande de travailler toujours plus longtemps avec en plus des réductions sur notre salaire différé que représente la retraite pendant que d'autres se gavent, notre légitimité à tout bloquer est évidente. Alors allons-y !

Assemblée de lutte Intersecteurs
assembleegenerale-caen@riseup.net /
<https://luttiscaen.wordpress.com>



L'Assemblée de lutte Intersecteurs a constitué **une caisse de grève** pour soutenir les grévistes. Cet espace d'auto-organisation regroupe des individu-es en lutte (salarié-es, chômeur-euses, étudiant-es, syndiqué-s ou non) et vise à se coordonner pour mener des actions, notamment de blocage de l'économie, et à élargir la lutte au-delà de la réforme des retraites (contre les injustices sociales).

Le pognon récolté sera redistribué en priorité aux grévistes qui en ont besoin issu-es de cette assemblée. Merci pour votre soutien !

<https://luttiscaen.wordpress.com/>
assembleegenerale-caen@riseup.net



En grève jusqu'à la retraite,

une feuille d'agitation contre l'exploitation et pour la révolution :

Entre février et mai, 4 numéros d'une feuille d'agitation intitulée En grève jusqu'à la retraite vont être abondamment diffusés dans les cortèges caennais et sur Internet. L'idée est de mener une critique sociale du travail et d'élargir la lutte, de pousser à l'autonomie et à l'action directe, par le verbe, mais aussi par des actes. Les feuilles d'agitation servent à diffuser analyses et infos sur le mouvement, notamment via des brèves du désordre et des textes, mais aussi à aborder d'autres sujets : travail, prison, nucléaire, machine à expulser les sans-papiers, industrie du maintien de l'ordre.

Les doutes et le pari.

*« La voûte céleste est un voile de plomb que l'on tente vainement de traverser, aujourd'hui on n'ignore plus, on doute »,
Bruno Filippi*

*« Loin de toute vision politique et de tout opportunisme, nous pensons que les possibilités d'explosions insurrectionnelles sont ouvertes. La quête parfois difficile de complices dans la mêlée sociale reste donc nécessaire, sans chercher pour autant le salut dans l'adaptation de nos idées et exigences aux vents capricieux du temps, ou à enfermer la révolte dans l'étroitesse d'une organisation »,
appel pour des rencontres anarchistes internationales à Zürich en 2012*

DEPUIS QUELQUES MOIS DÉJÀ, avec quelques complices, je regardais de près la situation sociale et me préparais à participer à l'agitation tant annoncée. Sans attendre le déclenchement officiel par les bureaucraties syndicales, notre activité à ce sujet s'est tout de même accélérée depuis fin janvier. J'ai ainsi décidé de participer au « mouvement social », comme on dit, en mettant un pied dans une assemblée de lutte, un autre pied en portant avec d'autres une dynamique propre, à la croisée des che-

mins entre un groupe affinitaire et un espace collectif autonome intitulé « *En grève jusqu'à la retraite* ».

Néanmoins, à chaque instant, le doute me traverse : je tente de participer à cette lutte en essayant de porter par la parole, l'écrit et l'agir une perspective anarchiste et révolutionnaire, tout en craignant de peut-être servir, finalement, de petites mains à une perspective résolument réformiste... Et pour cause, elle est partie loin la spontanéité agissante des Gilets jaunes et il est bien diffi-

cile de discerner les contours d'un possible dépassement de l'encadrement politique et syndical et d'une possible généralisation de la conflictualité au-delà de la question des retraites, si ce n'est par bribes.

J'avais pourtant en tête, outre les complicités, les multiples occasions de porter des coups par le geste, notamment la destruction, rendus plus faciles et surtout plus partageables dans les derniers contextes de révolte. Mais de révolte, justement, il n'en est pas encore question : tout juste de débordements et de tentatives d'élargissement du conflit. Or, j'ai bien en tête l'impasse de la stratégie du débordement, avec toutes ses limites intrinsèques : au moins autant qu'hier, les logiques politiques et syndicales peuvent s'appuyer sur des débordements et des actions directes pour renforcer leurs perspectives électorales et citoyennes. L'acte rebelle ne porte pas toujours en lui-même ses intentions. Comment, dès lors, porter une réelle perspective contre le pouvoir, contre le principe d'autorité ? Comment œuvrer pour dépasser la situation et ouvrir de nouvelles brèches ?

Il y a aussi (surtout ?) l'envie d'en découdre, et quant à faire aux côtés d'autres personnes, plutôt qu'avec le même petit cercle de compas. Il y a même probablement un peu d'activisme, et surtout la nécessité de rester debout par l'agitation, de vivre un tant soit peu intensément ici et maintenant : ça fait toujours du bien, y compris pour la santé mentale, que se craquelle un peu la misère du ronron de la normalité.

Je ne sais pas ce qui peut précipiter une insurrection, encore moins une révolution. Il me semble d'ailleurs que ça reste toujours un peu mystérieux, quelque chose qui échappe et qui ne se révèle qu'après-coup. Mais il est certain qu'au départ c'est un pari de quelques personnes aventureuses ou « qui ne savaient pas que c'était impossible », qui rencontre un terrain social fertilisé et peut-être des conditions propices pour que ce pari fasse écho chez plein de gens (parce que derrière ce terme de conditions, il y a surtout des personnes physiques). Ce qui rend la chose

complexe, c'est que ces conditions et cette fertilisation ne sont que rarement les mêmes : ce qui a favorisé à un moment ne favorise pas forcément la fois suivante. Et de toute façon, c'est toujours d'abord la volonté et la détermination d'individus réels qui rendent possible quelque chose.

Je ne me fais toutefois guère d'illusions sur ce que pourrait porter, dans l'immédiat, une telle lutte sociale. Au moins un léger ralentissement au serrement de vis à tous les niveaux ? Quoiqu'il en soit, je préfère en être, pour le moment : ça renforce des affinités, tisse de nouvelles complicités (ce qui fait du bien dans des milieux qui peinent à s'élargir), perpétue une gymnastique révolutionnaire, comme on disait dans le temps, permet de diffuser des idées et des pratiques contre le travail, l'idéologie du progrès, l'enfermement, la hiérarchie, etc., dans une période plus favorable à la réception. Une discussion dans un amphithéâtre occupé, une bière dans la main, une bombe de peinture de l'autre ; des slogans contre le travail repris en réaction aux appels à se faire exploiter jusqu'à 60 ans ; des corps complices qui camouflent le fracas d'une banque ; des balades de repérage avec des personnes qui, parfois, étaient encore de quasi-inconnues quelques semaines plus tôt... C'est peu de choses, mais ça donne le goût de poursuivre et suscite quelques espérances (probablement un peu survalorisées). Et après tout, dans le monde entier se montrent quelques signes d'exaspération, de la révolte du Chili à celle des USA, du soulèvement des Gilets jaunes en France à celui en Iran ou au Soudan. De toute façon, dans l'état actuel des désastres en cours, la révolution est le recours le plus lucide et pas le plus risqué. Elle pourrait très bien surgir plus tôt qu'on ne le pense, au sein de brèches qu'on n'imagine pas encore... •

En grève jusqu'à la retraite, n°3
Mars 2023.

Du ciel tombent des cordes. Faut-il y monter ou s'y pendre ?

MONTÉ À L'ASSAUT DU CIEL, c'est ainsi qu'un vieux barbu, un brin autoritaire, qualifiait en 1871 la révolte des communards. Depuis les assauts se sont répétés aux quatre coins du monde, contre l'Etat et la bourgeoisie, la bureaucratie ou des régimes autoritaires ou théocratiques. Ces assauts ont malgré l'échec de l'émancipation révolutionnaire permis quelques conquêtes et fini de nous con-

vaincre : nous n'avons rien à attendre du pouvoir, tout à lui arracher.

Aujourd'hui, Etat et capital n'entendent plus rien nous lâcher. Depuis des décennies, il entent même nous voler en plus de notre force de travail une part de plus en plus importante de notre salaire. L'époque où le syndicalisme

pouvait négocier d'obtenir les miettes des profits générés par la productivité accrue est révolue.

Contrairement à ce que croient ou feignent de croire de nombreux militants et de nombreuses militantes, nous n'avons plus besoin d'explications. Nous sommes nombreux et nombreuses à avoir compris l'essentiel : les réformes en cours, des retraites à l'assurance chômage en passant par l'instauration dans certains départements pilotes d'un Service de Travail Obligatoire pour les RSAstes visent encore davantage à nous discipliner, nous mettre tous et toutes en concurrence, nous obliger à accepter des conditions de travail de plus en plus merdiques et à nous user jusqu'au squelette.

Nous sommes également nombreux et nombreuses à avoir compris que face à ces nouvelles attaques qui s'ajoutent à une augmentation du coût de la vie, la destruction de la planète et la menace permanente de la guerre, il allait falloir imposer un véritable rapport de force face à un gouvernement qui ne lâche rien, et qui a annoncé la couleur depuis la Loi Travail et les Gilets Jaunes. Il est prêt à tirer dans le tas, à éborgner, mutiler pour épargner ou augmenter son taux de profit. Le gouvernement comme lors du mouvement des Gilets jaunes s'est d'ailleurs assuré la fidélité des gardes chiourmes du système en abaissant l'âge de départ à la retraite des policiers et policières à 54 ans, en investissant massivement dans l'armement pour le maintien de l'ordre et dans les budgets militaires.

Quelques journées éparpillées de grève et même quelques journées de grève reconductibles dans des secteurs stratégiques ne suffiront pas. Il va falloir que nous élevions le niveau de conflictualité.

Pourtant, face à la situation c'est comme si nous restions prisonniers et prisonnières de notre impuissance, comme si notre rage et notre révolte restaient en suspens, qu'elles ne trouvaient aucun espace, aucune confiance réciproque suffisante pour s'alimenter. Sous la cendre couve la braise, mais ça manque d'air.

Ce ne sont pas seulement nos déterminations individuelles ou collectives qui sont en cause, mais plutôt qu'elles peinent à trouver des brèches pour s'exprimer. La résignation l'emporte et nous confine à nos rancœurs et nos ressentiments.

Bien évidemment, il y a plein de raisons objectives à cela. Nous sentons que les directions syndicales sont déjà prêtes, comme depuis des décennies, à négocier la taille des chaînes. Nous avons compris que la NUPES a pour objectif principal les élections. Nous observons que les syndicats ne parlent pas de mobiliser leurs caisses de grève et que les secteurs les plus combatifs et les plus stratégiques hésitent à lancer la reconductible. Nous constatons que nombre de groupuscules et de militant-e-s semblent frileux à rejoindre les espaces d'auto-organisation et privilégient de faire grossir leurs boutiques. Les manifs sauvages sont trop esseulées, les AG et les manifs actions trop minoritaires... Bref pour le moment, dans ce marécage tout milite mais rien ne se vit.

Du ciel tombent des cordes et nous n'avons guère le choix : nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Il va falloir taper au porte-monnaie et rendre la situation ingérable pour le gouvernement. Il va falloir bloquer l'économie par la grève, mais également par des actions collectives de blocages ou par des sabotages ciblés d'infrastructures. C'est ainsi que mouvements ouvriers ou révolutionnaires l'ont parfois emporté.

Pour les blocages, il nous faut rejoindre les assemblées autonomes pour échanger et nous coordonner, continuer à faire grossir les cortèges combatifs et les manifs sauvages. Pour les actions et les sabotages : nous organiser en groupes d'affinités. Avec détermination, selon nos moyens et sans jouer les martyrs...

Et sait-on jamais, il se peut qu'en cours de route nous y prenions goût, et que nous décidions d'étendre notre rage au delà de la critique des « réformes » en cours, que nous confirmions que le problème ce n'est pas tant l'âge du départ à la retraite, que le travail lui-même et surtout le monde d'exploitation et de dominations dans lequel nous sommes plongés. Bref renouer avec cette vieille idée de révolution sociale anti-autoritaire et partir à l'assaut du ciel •

En Grève jusqu'à la retraite , n°1
Février 2023



Travailler nuit gravement à la santé.

L'EXPÉRIENCE DU TRAVAIL EST UNE EXPÉRIENCE DE DÉPOSSESSION. On s'y retrouve dépossédé de nos propres désirs, de nos propres décisions, de nos propres mouvements pendant un moment de notre vie. Par ailleurs, la fatigue induite par le travail empêche de cultiver ses potentialités : qui ne s'est pas écroulé dans son canapé devant le doux poison de la télévision après une journée harassante ? Qui ne souffre pas de troubles du sommeil ou d'intenses moments de lassitude pendant les périodes de stress ? C'est aussi ce qu'en novlangue on appelle les difficultés de concilier vie professionnelle et vie personnelle avec l'envahissement du travail sur le temps hors-travail, aussi bien en allant regarder ses mails professionnels le soir ou le weekend, ou tout simplement avec une fatigue dégradant les relations personnelles et les capacités de patience et d'attention, ou encore en empêchant des activités en dehors du travail. Le travail, c'est aussi l'expérience de l'humiliation – de plus en plus partagée par les salarié-es, particulièrement les femmes – jusqu'au harcèlement. Parce que les nouvelles formes de management ont beau annoncer la fin des ordres autoritaires et la réduction des strates hiérarchiques, le travail finit toujours par revenir à sa base : contraindre des gens de mener des activités qu'ils ne feraient pas librement.

Les nouvelles formes de management que tout le monde expérimente depuis des années renforcent cette dépossession. Sous couvert d'autonomie, les travailleurs et travailleuses se retrouvent au contraire toujours plus soumis à des logiques qu'ils et elles ne maîtrisent pas, à des lieux décisionnels toujours plus éloignés. Les incitations à la mobilisation des salarié-e-s se substituent aux ordres et commandements les plus explicites de la hiérarchie – quand ce n'est pas carrément le chantage à l'emploi. On vante les qualités de tel salarié, les capacités de telle autre, tout en mettant tout le monde en concurrence. Même la fausse indépendance de l'auto-entrepreneuriat masque une concurrence encore plus exacerbée – quand ce n'est pas une soumission totale à une plateforme numérique.

Dans le même temps, l'entreprise attend de plus en plus des travailleurs et travailleuses, en fixant des objectifs inatteignables : non seulement qu'ils et elles réalisent des activités déterminées selon des moyens définis, mais qu'ils



et elles mettent également en œuvre leur capacité d'adaptation aux changements, leur potentiel d'initiative pour trouver des solutions et leur disponibilité pleine et entière à leur entreprise. On ne demande plus au personnel d'exécuter mécaniquement des ordres, mais de s'impliquer totalement dans son activité professionnelle. Nous voilà tout simplement **libres d'obéir**. C'est en plus un processus de responsabilisation individuelle : si tu rates, c'est que tu n'es pas compétent. Tu n'as plus qu'à prendre la porte.

Par ailleurs, il est repéré et identifié depuis longtemps que ce sont les salarié-e-s les plus mobilisé-e-s, les plus investi-e-s qui sont le plus exposé-e-s au risque de surmenage et d'épuisement professionnel : l'infirmière se démenant pour soulager ses patients, l'enseignant essayant de nourrir la curiosité et la réflexion critique de ses élèves, le cadre épris par le frisson de l'urgence permanente, la sportive devant se doper pour performer en compétition, etc. Au départ, il y a presque toujours un engagement important associé à une satisfaction au travail, jusqu'à la

rupture. La satisfaction au travail finit par laisser sa place à de l'angoisse, des troubles du sommeil, et finalement un effondrement physique et moral.

Être au travail, c'est en quelque sorte être en situation de dédoublement de personnalité, dépossédé-e des finalités de ses propres actions, en essayant de trouver des solutions dans les marges de l'organisation pour continuer malgré tout à être soi. C'est se retrouver embarqué dans une activité qu'on n'a jamais définie soi-même, invité à se dépasser pour, au mieux, quelques miettes de gratitude et une prime par-ci par-là.

Cette dépossession ne se réfère pas à un individu *abs-trait* que serait le ou la salariée, le ou la travailleuse ; c'est bel et bien un être de chair et de sang qui est mutilé. **La dépossession au travail marque nos corps par des pathologies.** Souffrir de ce qu'on appelle les Troubles Musculo-Squelettiques est devenu presque inévitable avec les cadences imposées, surtout quand se rallonge la durée de travail avant la retraite. Ces troubles (mal de dos, douleurs aux articulations, etc.) sont les maladies professionnelles les plus nombreuses (4 sur 5), avec près de 50 000 reconnaissances par les organismes de santé chaque année en France, entraînant des restrictions pendant des

années pour éviter la trop forte aggravation du handicap. Mais c'est trop tard, le mal est fait : on est cassé, broyé par le travail. Il est estimé qu'au moins la moitié des cas n'est pas déclarée.

L'épuisement professionnel (*burn-out*) est une autre conséquence parmi les plus révélatrices de la toxicité du travail : il est estimé qu'au moins 100 000 personnes en sont victimes chaque année en France, et plus de 3 millions de salarié-es présente un risque de *burn-out*. L'augmentation du nombre d'accidents du travail, impliquant des arrêts longs, est une autre donnée significative : 783 600 accidents de travail en France en 2019, dont 780 morts. Le nombre d'accidents de travail est en hausse constante depuis 2013, surtout chez les femmes. Sans parler de tous les empoisonnements quotidiens qu'obligent certains boulots, comme dans le nucléaire, la pétrochimie, le BTP, l'agriculture, etc. Bref, le travail est bel et bien une activité dangereuse pour la santé. Une raison supplémentaire pour en finir avec l'exploitation et la domination •

En Grève jusqu'à la retraite , n°2
Mars 2023

Le bonheur japonais.

POUR BIEN FAIRE CULPABILISER LES MASSES, quoi de mieux que de montrer les efforts réalisés dans d'autres pays ? Le Japon est souvent cité en exemple, les médias de milliardaires s'extasiant sur une possible retraite à 70 ans, sans âge limite. En réalité, l'âge de départ légal en retraite au Japon est fixé à 65 ans, après avoir cotisé au moins 25 ans (pour rappel, la réforme des retraites en France prévoit un âge légal de départ à 64 ans, mais surtout une durée de cotisation de 43 ans). A ceci près qu'au Japon, les pensions de retraite sont si faibles que seuls les plus riches peuvent accéder à la retraite, en cotisant à des organismes de retraite complémentaire. Pour les autres, il faut continuer de bosser après la retraite.

De nombreux reportages fleurissent sur ces employés japonais travaillant à plus de 80, voire 90 ans. C'est sans préciser que le niveau des pensions est tellement faible, et le coût de la vie tellement important, que les seniors n'ont bien souvent pas le choix. L'angle retenu est pourtant trop

souvent culturel, et même raciste : ces japonais et japonaises dévoués qui voudraient travailler *ad vitam eternam*, pas comme ces feignants de français et françaises qui voudraient partir à 60 ans.

D'ailleurs, ces reportages se gardent bien de montrer un phénomène de plus en plus massif au Japon : le taux d'incarcération particulièrement élevé des vieux et vieilles (plus de 20% de la population carcérale a plus de 60 ans). Quand tu n'as pas le sou, l'unique solution est bien souvent le vol, pour ne pas crever de faim. Mais quand tu te fais prendre plusieurs fois, tu risques la taule. Par ailleurs, et de manière encore plus significative, nombre d'anciens et d'anciennes font exprès de se faire pincer pour aller en taule : sans logement, incapable de payer leurs soins, ils espèrent l'accès au minimum dans la taule. C'est peut-être pour ça que l'Etat français construit autant de prisons en ce moment... •

En Grève jusqu'à la retraite , n°3



Vent de révolte à Caen comme ailleurs.

ALORS QUE LES DIRIGEANTS SYNDICAUX APPELLENT AU CALME et se foutent de la gueule du monde en appelant à une journée de grève une semaine après l'adoption du 49.3, remplissant leur fonction sociale de maintien de l'ordre, des manifs sauvages émeutières partout en France (Paris, Rennes, Lyon, Marseille, Grenoble, Strasbourg, Brest, Dijon, Nantes, etc.) ont changé la forme d'un mouvement jusque-là assez ennuyeux.

C'est le cas aussi à Caen. Jeudi 16 mars, un rassemblement à la Pref avait lieu à 17H30. Quelques projectiles sont balancés sur les flics. Ca reste de basse intensité, mais on sent que l'ambiance a changé. Le cortège autonome grossit à vue d'œil, et une bonne partie de la manif a suivi ensuite en sauvage. Le spectacle de la radicalité a cédé à l'action réelle. Des tags, des feux de poubelle, une vitrine de banque fracassée sous les applaudissements, une grosse barricade enflammée place Fontette, quelques poubelles incendiées devant la Pref. Une interpellation.

Rebelotte samedi 18 mars. Un rassemblement à la Pref a regroupé plusieurs milliers de personnes. Pendant que le camion FSU passait les standards de Dalida et consorts, d'autres gens ont jeté quelques pétards sur les keufs. Puis c'est parti en manif. Quelques dizaines de mètres plus loin, les premières vitrines tombent. Un florilège de tags, un vent de révolte qui souffle nombre de vitrines de banques et de bien d'autres nuisibles, une caméra de vidéosurveillance qui après moult efforts est rendue inutili-

sable. Des centaines de personnes ont eu la patience d'attendre que la cam soit dézinguée. Pendant que le cortège officiel - peu nombreux - continue tranquillement, une bonne partie de la manif prend des rues parallèles. Une manif sauvage comme on les aime s'enclenche. Les murs prennent des couleurs et des vitrines éclatent. Ca prolonge direction la gare. Beaucoup de gens s'échinent à ramasser tout ce qu'ils et elles peuvent pour entraver les voies : poubelles, barrières, plots, etc. Quelques feux de poubelle. Ca va vers la gare pour l'envahir, il reste encore plusieurs centaines de personnes, les flics arrivent. Les vitres de la gare sont défoncées, ça se regroupe et ça s'exfiltre du mieux possible (la place de la gare est une nasse), ce qui n'évitera pas de se prendre du gaz et surtout au moins 2 interpellations. Une autre personne a été interpellée sur un blocage dans la soirée à Ifs.

Cette détermination s'est retrouvée dans plein de villes en France, avec des manifs sauvages et des feux de poubelle. A Lyon, la mairie du 4^{ème} arrondissement a vu ses portes défoncées et incendiées. A Nantes, des cocktails molotov ont mis en fuite des flics de la BAC. Un hôtel de luxe a été attaqué et un magasin de fringues pillé (un bon moyen de faire face à la vie chère) à Rennes. Et il se dirait que ce n'est qu'un début... •

En Grève jusqu'à la retraite , n°3
Mars 2023

L'intersyndicale est notre amie, jamais elle ne trahit !

DEPUIS LE 19 JANVIER L'INTERSYNDICALE n'a eu de cesse d'éparpiller les journées de grève, vidant nos portemonnaie bien davantage que ceux du capital. La stratégie de l'intersyndicale, dès le départ est de privilégier le mouvement de masse et la négociation au rapport de force. Au nom de l'unité syndicale avec une CFDT qui a accompagné toutes les principales « réformes » libérales des régimes de retraite, du code du travail ou de l'assurance chômage, il s'agit de multiplier les manifestations fami-

liales « traines savates », et d'imposer la grève perlée. Jamais les possibilités d'appeler à un grève reconductible et généralisée ne sont évoquées. Dans les manifestations, les services d'ordre sont même de nouveau de sortie, visant à pacifier l'espace et à isoler les cortèges les plus offensifs. Pour l'essentiel, il s'agit pour l'intersyndicale de mobiliser ce qu'elle conçoit être ses troupes tout en se montrant responsable aux yeux du gouvernement pour négocier la longueur de la corde pour nous pendre.

A partir du 7 mars, l'Intersyndicale appelle à bloquer le pays. Pourtant, elle ne lance toujours pas la reconductible. Des secteurs combattifs et stratégiques sont les seuls à prendre l'appel au sérieux. La reconductible est lancée dans les transports, les raffineries et dans quelques boîtes. Mes ces secteurs stratégiques ne sont pas véritablement soutenus. Ils font par ailleurs face à la répression et aux réquisitions.

Localement, les directions syndicales ont joué sensiblement le même jeu. Si des blocages comme celui du périphérique ont pu être effectif et durer plus que quelques heures c'est que des Gilets jaunes, des radicaux-ales et des syndiqué-e-s de base les ont fait réellement exister. Mais dès le 8 mars, le secrétaire général de l'union départementale de la CGT, Allan Bertue se dissocie de ceux et celles qui entendent poursuivre les blocages hors des temps décrétés par l'intersyndicale « *On a levé les barages. Mais nous ne sommes pas à l'abri que d'autres groupes indépendants reprennent le blocage* ». Il s'agit de commencer à séparer le bon grain de l'ivraie. Les blocages des semaines suivantes seront sans cesse traversés de tensions entre bureaucrates syndicaux qui entendent encadrer l'action et révolté-e-s qui cherchent à bloquer l'économie.

Dans les manifestations, la stratégie est la même. Lorsque les CRS chargent une partie de la manifestation à la préfecture le 23 mars, les camions et les cortèges syndicaux, Sud compris, accélèrent le mouvement pour re-

joindre la place Saint-Sauveur. Depuis ce moment, l'intersyndicale n'a eu de cesse de marquer sa distance avec tout antagonisme. Elle négocie les parcours avec la préfecture contre l'assurance que les cortège syndicaux ne seront pas chargés. Le service d'ordre animé par quelques grabataires de la CGT et de la CFDT maintient une distance avec la manif sauvage transformée en cortège de tête le 28 mars, facilitant l'éventuelle intervention des forces de l'ordre. Le 6 avril le même SO se déploie rue de Bernières, à la gare et devant la préfecture pour dissuader tout départ en sauvage ou tout affrontement.

Ce qui pose problème en l'occurrence, ce n'est pas que chacun et chacune face le choix de l'affrontement ou de l'action directe, mais que des directions syndicales refusent de marquer leur solidarité avec des révolté-e-s, dont certain-e-s de leurs adhérent-e-s, en restant au contact.

Ceci est loin de nous surprendre. Les bureaucraties syndicales n'ont jamais été nos amies : leurs intérêts et leurs plans de carrière ne sont pas les nôtres. Historiquement, la CGT a joué cette même stratégie de pacification en 1936 lors des accords de Matignon et en 1968 lors des accords de Grenelle. Au-delà des impasses bureaucratiques qui traversent le syndicalisme, cette logique est inhérente à sa contradiction essentielle : en même temps qu'il cherche à organiser la résistance aux conditions d'exploitation immédiates, il ne vise pas à les abolir et encore moins à en finir avec ce vieux monde. C'est à la fois un *outil de résistance* et un *organe d'ajustement*.

Il faut nous défaire de l'idée qu'un mouvement est un ensemble unitaire. Il est traversé de tensions, de blocs de lutte antagoniques. Nous ne pouvons laisser l'intersyndicale nous mener à une nouvelle défaite. L'auto-organisation à la base, la coordination dans des assemblées de lutte autonomes, l'action par groupes d'affinité dans et hors des manifs, la constitution de cortèges autonomes sont autant de modes de lutte que nous devons renforcer. Le pouvoir ne recule que devant la détermination •

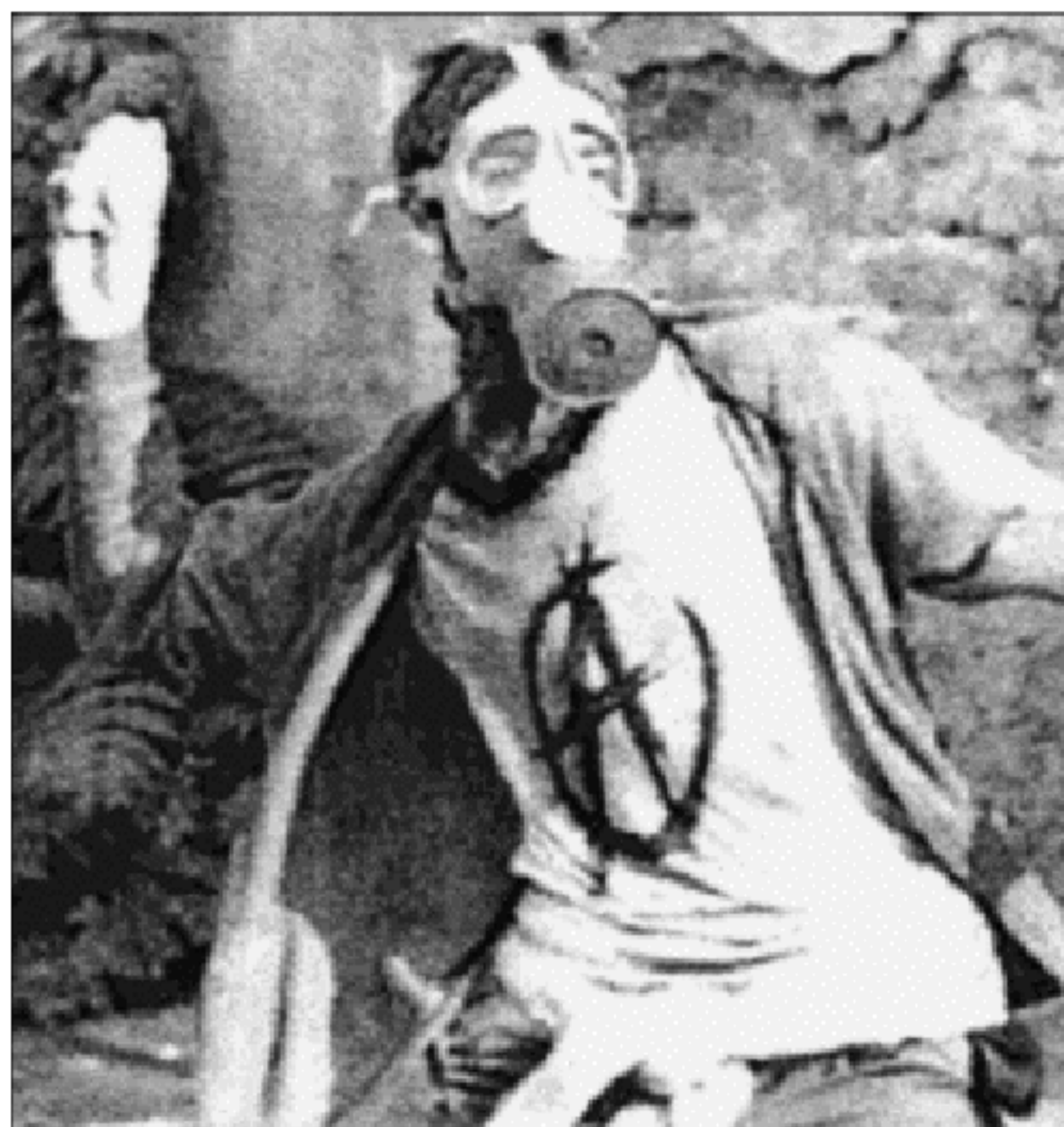
En Grève jusqu'à la retraite, n°4
Avril 2023



Comprendre les échecs de nos révoltes et renouveler nos pratiques révolutionnaires.

ÇA FAIT LONGTEMPS QU'ON BLOQUE ET QU'ON MANIFESTE, parfois de manière plus ou moins pertinente. On s'aperçoit que le pouvoir a bien appris comment détourner les blocages de flux routiers sans forcément recourir à la violence mais en détournant la circulation. On s'adapte plus ou moins bien en essayant de trouver les points de passage de ces détournements et de les bloquer. Le problème est que ça demande à diviser les personnes présentes sur les blocages alors que tout le monde est fatigué.e. D'autres formes de blocage, plus clandestins (non communiqués publiquement) et plus mobiles (optant pour la barricade enflammée qui permet de bloquer sans rester sur place), s'expérimentent mais sont rapidement décourageants par le manque de certitude en termes de forces qui s'y joignent.

Dans les manifestations, on s'aperçoit que la répression est très insidieuse, il s'agit de rendre la police presque invisible quand les manifestations sont pacifiées et de la déployer dans des formes plus ou moins militarisées (avec des interventions sans sommations et l'utilisation d'armes qui ont déjà tué) quand la résistance est de plus haute intensité. C'est un aperçu de la doctrine de la "sécurité globale" où la répression policière est totalement dirigée "par le haut" d'un point de vue stratégique, il s'agit de distribuer à l'échelle nationale les forces policières en fonction de l'intensité de la contestation et de recourir prioritairement aux techniques de surveillance et de fichage dont les fichiers sont numérisés électroniquement. Ainsi, on voit apparaître sur Caen une multitude de caméras, même mobiles, et de Renseignements Territoriaux et les syndicats semblent négocier bien trop souvent des rassemblements ou des fins de manifestations à la préfecture, où le champ des caméras peut surveiller quasiment tout le monde. On peut parfois même se demander si ce n'est pas une superbe opportunité pour déclencher des insurrections "panoptiques", et ainsi repérer les personnes les plus déterminées et expérimenter des techniques de répression que l'État et les entreprises françaises pourront vendre à d'autres pays. En tous cas, on compte nos blessé.e.s et nos traumatisé.e.s des violences policières et nos esprits n'envisagent des perspectives que par l'abolition de la police, comme si cela pouvait arriver sans que nous nous emparions de l'ensemble de la production de notre vie quotidienne. Et nous nous concentrons ensuite sur les affrontements avec la police sans ne



plus rien voir ce qu'il faut détruire autour, répétant toujours obsessionnellement le moment traumatique que nous prenons plaisir à perdre.

L'une des limites de nos modes d'action, c'est qu'il y a une confusion entre blocages et sabotage de l'économie capitaliste telle qu'elle fait du profit et blocage et sabotage de l'économie capitaliste telle qu'on la traverse au quotidien. Très systématiquement, on bloque des routes périphériques, des ronds-points, des transports en commun, des institutions sociales, on casse des distributeurs de billets, des abribus, etc, des choses qui nous sont en général importantes au quotidien, justement parce qu'on part de notre expérience pour "bloquer le pays", faire des opérations "villes mortes". Il ne s'agit pas de dire que cela est inutile ou contre-productif. Néanmoins, après beaucoup d'énergies dépensées, ça ne semble rien donner et les gens se fatiguent déjà. Le mouvement des Gilets Jaunes n'a pas parvenu non plus à gagner de cette manière et le pouvoir a appris à les gérer plus ou moins. Si on se dit qu'on doit bloquer et saboter le système capitaliste (la production qui fait du profit et les gens qui, dans la division du travail, obligent les autres à travailler toujours plus), il faut cibler là où ces gens et ce système produisent. C'est en partie le cas via les périphériques, les ronds-points et les transports en commun, mais peut être pas de

manière décisive. Et si cela nous permet de cibler “tout le monde”, dans les faits, pour aller travailler, les gens ont trouvé des solutions au bout d’une semaine, j’imagine donc que les classes supérieures et les bourgeois.e.s d’autant plus.

Pendant plusieurs manifestations que j’ai du quitté ou auxquelles je n’ai pas pu aller, j’ai pu me rendre compte que tout se passait confortablement à la place St-Sauveur, avec ses bourgeois.e.s, en tous genres, qui consomment en terrasses et parlent tranquillement de leurs investissements immobiliers et de leurs derniers voyages alors qu’à quelques centaines de mètres les rues étaient remplies de gaz lacrymogène. Ça ne serait pourtant pas si compliqué d’y zbeuler et de faire fuir ces zombies en faisant des chants de sauvages autour d’un feu de chaises de bar, avant d’aller bloquer un aéroport sur un coup de tête. À partir de là, laissons notre imagination déborder, les grosses voitures existent, les grosses maisons aussi, des magasins de luxe également, il serait peut être temps de soulager les désirs de consommation que nous a inculqué ce monde capitaliste depuis petit.e.s en volant, cassant, brûlant, sabotant ces vieux jouets appartenant à un ancien monde. Vous avez peut être remarqué également que les chantiers à Caen se multiplient, ainsi que les résidences neuves avec leurs balcons aguicheurs. Ce n’est d’ailleurs pas étonnant dans une ville en voie bien avancée de désindustrialisation que l’accumulation capitaliste s’oriente sur la financiarisation du logement. Or, sur le long terme, l’espace s’embourgeoise, les loyers augmentent, les logements vides et les personnes à la rue se mul-

tiplient, et nous nous retrouvons forcé.e.s de partir. Alors que cette production a des incidences très concrètes, bien que peu palpables, sur notre quotidien, nous ne visons pas suffisamment les promoteurs immobiliers qui l’organisent et les chantiers qui le produisent en même temps que nous squattons pour redistribuer à toustes. Enfin, si l’économie française capitaliste est performante et nous réduit au néant, c’est en vendant des armes, de l’aéronautique, de l’innovation électronique, par l’extraction pétrolière ou la production nucléaire, en organisant des gigantesques événements touristiques et en contrôlant et en mettant en œuvre le contrôle des terres pour les géants de l’agro-alimentaire. Cette production a pourtant bien des usines et des bureaux que nous pouvons cibler. Concentrons-nous dessus, d’autant plus car cette économie performante fait son profit en incarcérant notre avenir. C’est cela, la guerre de classe permanente que nous infligent les classes bourgeoises et supérieures.

Et demandons nous également si la ville n’est pas, dans la conjoncture actuelle, le terreau de notre défaite, et s’il ne faudrait pas ramifier nos productions et nos énergies à la campagne. Pour enfin nous emparer des terres agricoles, et n’aller dans les villes bourgeoises plus que pour les brûler toutes entières et vivre l’anarchie •

EAT THE RICH OR DIE TRYIN’

En Grève jusqu’à la retraite , n°4
Avril 2023

La peur de la populace.

*« Les meutes ne l’emportent pas sur les représentants du peuple et la foule n’a pas de légitimité face au peuple qui s’exprime souverain à travers ses élus »,
Macron, au sujet des gens en lutte contre la réforme des retraites.*

PAR SES PROPOS, LE PRÉSIDENT MACRON RENOUE clairement avec la vieille tradition de la « peur du peuple » de celles et ceux qu’on appelait au 19^{ème} siècle les « républicains modérés ». Royalistes fraîchement convertis à la république ou grands bourgeois hâtés de ne pas partager leur pouvoir nouvellement acquis, ces élites ont mis en place nos régimes républicains et démocratiques dont certains et certaines sont si fiers dans un seul but : *ne jamais laisser les individus ordinaires décider et agir libre-*

ment. Ils ne l’ont pas fait de gaieté de cœur, tant donner des apparences de pouvoir aux gens ordinaires leur semblait déjà trop, mais sous la contrainte d’individus séditieux librement associés (ne serait-ce qu’en France, les insurrections de 1789, 1792, 1830, 1848, 1871, etc., qui portaient bien d’autres espérances que le suffrage universel ou tout autre illusion démocratique). La base de nos régimes actuels est contre-insurrectionnelle. Au fondement de cette théorie politique devenue le sys-

tème représentatif, il y a une idéologie aristocratique : les individus ordinaires seraient incapables de savoir ce qui est bon pour elles et eux ; et ensemble, ils et elles formeraient une foule, une masse, une populace forcément irrationnelle et emportée par ses passions. La rationalité serait l'apanage des nobles, des fortunés et des conquérants. C'est avec des références historiques précises que nos régimes républicains et démocratiques se sont développés. Les "républicains modérés" préféraient le modèle aristocratique de Sparte, avec ses deux rois et ses 10.000 citoyens-soldats qui dominaient des dizaines de milliers d'ilotes asservis en charge de pourvoir à leurs besoins. Ils critiquaient la démocratie athénienne non pas par ses défauts les plus saillants, mais parce qu'elle laissait trop de place aux citoyens, considérés alors comme étant le parangon de l'humain libre, quand en réalité en termes de composition (pas de femmes, d'enfants, d'étrangers...) et de proportions (quelques milliers d'hommes libres contre des centaines de milliers d'esclaves), ils n'étaient qu'une infime minorité.

L'abbé Sieyès, véritable guide de la contre-révolution après 1789, est celui qui a le plus théorisé les fondements du système représentatif. Il le résumait d'une phrase simple : « *la confiance doit venir d'en bas et le pouvoir d'en haut* ». Bref, ce qui est attendu des individus ordinaires, c'est seulement de faire confiance à nos dirigeants et dirigeantes : hier, à Bonaparte – que l'abbé Sieyès a contribué à mettre au pouvoir dans les conditions d'un putsch – et aujourd'hui, à Macron, qui ne peut s'empêcher de rappeler régulièrement tout le mépris qu'il a pour les gens qui ne courent ni après le pouvoir, ni après l'argent. Il a d'ailleurs annoncé la couleur le 22 mars en déclarant devant les caméras qu'il allait « *continuer à avancer, à marche forcée* ». Il va donc continuer de nous marcher sur la tête, avec ses nombreux et nombreuses complices, en visant explicitement pour commencer celles et ceux qui survivent grâce au RSA. Probablement tous ces

gens de pouvoir espèrent-ils de beaux Jeux Olympiques à Paris en 2024 pour se refaire une santé et faire oublier leurs humiliations et leur tour de vis qui ferait pâlir d'envie les Thatcher et Reagan d'autrefois. Il nous reste encore la possibilité de les mettre à bas, non seulement Macron, mais toute cette clique qui se considère plus légitime que tous et toutes les autres. Car le problème n'est pas la personnalisation du pouvoir, mais bel et bien *le pouvoir*, y compris « populaire » ou « démocrate ».

Comme le rappelaient les anarchistes Bakounine et Louise Michel, tout pouvoir est maudit. C'est aussi ce qui fera dire à Kropotkine que « *nous n'avons pas deux poids et deux mesures pour les vertus des gouvernés et celles des gouvernants ; nous savons que nous-mêmes ne sommes pas sans défaut et que les meilleurs d'entre nous seraient vite corrompus par l'exercice du pouvoir. Nous prenons les hommes pour ce qu'ils sont – et c'est pour cela que nous haïssons le gouvernement de l'homme par l'homme* ».

La question n'est donc pas de savoir si tel ou tel dirigeant est corrompu, manipulateur, violent. Le pouvoir en lui-même pervertit. Le fait de se retrouver en position de pouvoir transforme l'individu et le place en situation où il ne peut qu'exercer une domination sur les autres. Voter pour untel ou unetelle n'est pas la question. Elire ses représentants et représentantes, ce n'est que choisir son maître. Or, ce qu'il faut rejeter, c'est le principe même de la délégation de son pouvoir d'agir et de décider. Nous sommes capables de bâtir, de soigner, de nourrir, de créer, d'aimer. Nous n'avons pas besoin de dirigeants ou de dirigeantes •

Vive l'anarchie !

JD

En Grève jusqu'à la retraite, n°4

Avril 2023



Ce n'est qu'un début !

*« Si le feu prend, alors c'est l'incendie, et sinon le tas s'éteint, mais le combustible sera devenu un peu plus apte à l'incendie qu'avant »,
un guérillero de la Bande du Matese (1877)*

LE MOUVEMENT S'ESOUFFLE PEUT-ÊTRE, mais n'est pas mort. Sous les cendres, les braises couvent encore. Une répression brutale, un gouvernement particulièrement sourd, une Inter-syndicale qui a fait le choix de la pacification et de la grève perlée, et un épuisement renforcé par des fins de mois de plus en plus difficiles, entre jours de grève et inflation, auront effrité la lutte. Mais tout cela est finalement bien *normal* dans une société du fric et de la hiérarchie. Le vent de révolte qui s'est levé après le passage au 49.3 n'a peut-être pas su passer un cap, aussi bien quantitativement que qualitativement, et assumer clairement une perspective si ce n'est révolutionnaire, au moins de soulèvement généralisé. Face au pouvoir, on ne négocie pas, on le renverse !

Nous n'avons pas tout perdu, loin de là. Outre la joie de se tenir debout, des tas de rencontres et de complicités se sont tissées, qui doivent perdurer. Des tas de pratiques ont été renouvelées ou expérimentées, et doivent, elles aussi, s'inscrire dans la durée – en laissant toujours la place à la créativité pour surprendre l'adversaire. Il n'est plus question de refaire des manifs traine-savates bien encadrées, mais de continuer les expériences de cortèges autonomes qui redécorent les murs de la ville et fracassent quelques nuisibles (banques, assurances, caméras de vidéosurveillance, panneaux publicitaires, etc.) sur leur passage, de manifs sauvages flamboyantes et incontrôlables, de blocages déterminés par des barricades enflammées, de sabotages des infrastructures (câbles numériques, relais électriques, voies de chemin de fer, antennes-relais, etc.) qui font tenir ce monde, de harcèlements de celles et ceux qui prétendent décider à notre place, d'occupations de lieux arrachés au pouvoir où expérimenter des manières de se lier différemment, de solidarité à la base avec les luttes et les grèves qui ne manqueront pas de surgir.

En 15 jours, après le 49.3, 299 attaques contre des institutions publiques (préfectures, mairies, conseils départementaux, etc.), 132 attaques de permanences parlementaires, 2500 feux dans la rue ont été recensés par le ministère de l'Intérieur. Un bon début ! Alors qu'en 2008, un autre président annonçait que « désormais quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit », nombre de députés se retrouvent aujourd'hui sous protection policière. Les ministres sont obligés d'évacuer face aux manifs par des portes dérobées. Même quand Macron va à l'étranger, il se fait chahuter. La conscience d'une lutte internationale se renforce-t-elle ? Alors que déjà suite à la lutte de 2016 peu d'assureurs acceptaient de prendre en charge les permanences parlementaires ou de partis, il y a fort à parier que ce



sera encore plus compliqué d'en trouver aujourd'hui. A force d'obstination à détruire les panneaux publicitaires, Clearchannel a renoncé à tous les remplacer. Voilà des effets positifs de la lutte, sans parler des réformes repoussées ou des miettes lâchées (par exemple sur les bourses étudiantes) par un pouvoir largement détesté. Ces miettes et reports ne changeront pas grand-chose, mais montrent que le pouvoir n'est pas invulnérable tant qu'il est attaqué avec détermination.

Au-delà de l'opposition à une nouvelle réforme qui va encore dégrader nos conditions d'existence, une partie de plus en plus importante des gens en lutte a conscience que c'est tout un monde qu'il faut transformer, que ce sont les bases capitalistes, xénophobes, patriarcales du vieux monde qu'il faut détruire. La révolte des Gilets jaunes, faisant écho à des fièvres insurrectionnelles partout dans le monde, avait déjà ouvert une brèche. Cette lutte a montré que la gestion autoritaire de la crise sanitaire ne l'a pas refermée. Il faut encore l'approfondir, sans tomber dans les illusions démocratiques et électoralistes. Les libertés démocratiques (très aléatoires selon les contextes) ne concernent que celles et ceux qui entendent préserver le règne de l'argent et la hiérarchie, maintenir l'ordre existant qui nous mène pourtant au désastre. Notre émancipation ne dépend que de nous-mêmes et de la manière dont nous briserons les chaînes de ce système. Leurs illusions électorales sont notre tombe, leur hymne national notre chant funèbre. Le seul chemin est la **révolution sociale** !

Nous espérons que nous saurons nous retrouver, que ce soit dans un concert pour financer une caisse anti-répression, dans les prochaines assemblées de lutte, dans la complicité discrète d'un sabotage, à la chaleur d'une barricade ou dans la joie de l'émeute.

LES MAUVAIS JOURS FINIRONT !

DES RÉVOLTÉ-ES DÉTER, JUIN 2023



Démocratie.

Le texte ci-dessous, retranscrit dans l'excellent ouvrage sur la révolution russe de 1905 Vive la révolution, à bas la démocratie ! (Mutines séditions, 2016) a été rédigé par des anarchistes-communistes russes en 1904. La Russie est alors à la veille d'une agitation révolutionnaire qui va durer une douzaine d'années, jusqu'à la révolution de 1917 – confisquée par la suite par une bureaucratie rouge. Tandis que nombre de marxistes-léninistes et de socialistes souhaitent la mise en place d'un régime démocratique, tel que nous le vivons aujourd'hui, des anarchistes rappellent que la démocratie n'est qu'un autre modèle de gouvernement où certains et certains commandent tandis que d'autres obéissent. La démocratie est une chimère qui éloigne encore de la liberté, qui maintient l'Etat, la propriété privée et l'exploitation de l'humain par l'humain. Qui peut dire aujourd'hui qu'ils et elles avaient tort ? Ce sont bien dans des régimes démocratiques que nous subissons la répression et les désastres sociaux et environnementaux actuels. Il est possible de manifester, même à plusieurs millions, mais dans le calme et sans gêner personne, sinon c'est flashballs, matraques et grenades. La dictature, c'est ferme ta gueule, la démocratie, c'est cause toujours. Vive l'anarchie !

TOUTE LA RUSSIE LIBÉRALE EN EST REMUÉE. Elle lève les yeux vers le nouveau ministre Sviatopolk-Mirski. De là haut viendront les réformes attendues, de là haut résonnent des hymnes au libéralisme... On dit que la fin du tsarisme autocratique est venue, que *l'individu sera libre*, que la science s'épanouira et que le peuple se reposera de l'oppression. Les uns – les libéraux au complet – en sont déjà à fleurir le monument à la *Liberté Nationale*, tout en s'assurant qu'une armée de policiers les protège. Les autres – sociaux-démocrates et socialistes-révolutionnaires – vite aspirés par l'enthousiasme, essaient de convaincre les travailleurs que la Démocratie est une arme excellente pour la libération ouvrière à venir. Ils se réjouissent donc tous... Ils se consacrent avec passion à leur sainte œuvre – il faut construire sa petite niche démocratique. Et les socialistes d'accompagner leur ouvrage d'hymnes socialistes. Mais pour vous, pour la classe ouvrière, y a-t-il une seule raison de se réjouir ? Ne serait-il pas temps d'y réfléchir ? Qu'est-ce que la Démocratie, que nous offre-t-elle, et que peut-elle nous donner ?

La Démocratie signifie le gouvernement du peuple. Le peuple envoie ses représentants au Parlement, et les dé-

putés défendent les intérêts des groupes qui les ont envoyés. Le droit de vote paraît fondamental. Souvent, le peuple se demande – pas toujours et pas partout – si une telle décision lui convient. Dans certains pays, les démocrates aspirent à une législature directe du peuple, afin que le peuple promulgue lui-même les lois. En Démocratie, vous aurez la liberté d'expression, de presse et de réunion. Dans certains pays, ces libertés sont plus nombreuses, dans d'autres moins.

Comme vous le voyez, par Démocratie on entend un *gouvernement du peuple*. Quant à vous, ouvriers, il vous faut penser *quelle importance a ou peut avoir la Démocratie pour votre lutte*. Pour résoudre cette question, il ne faut pas oublier un fait, c'est que la société est divisée en classes. Cela signifie que d'un côté existent les propriétaires, qui ont entre les mains la terre, les machines, les produits, les maisons, tout ce qui est nécessaire à l'existence humaine ; de l'autre, il y a les ouvriers, qui ne possèdent rien et vendent leurs corps, leurs cerveaux et leur âme au Capital, les chômeurs et les paysans, mourant de faim, piégés, qui s'épuisent à travailler la terre, écrasés de dettes et de taxes.

Vous êtes cette classe. Le bonheur et la paix, une existence qui vaille la peine d'être vécue, ne dépendent que d'une seule condition : prendre vous-même avec violence les richesses de la terre et détruire l'Etat, cet Etat qui gouverne toujours au-dessus de vos têtes et défend toujours les riches contre vos révoltes. Ouvriers, vous devez maintenant comprendre que bien que vous soyez une classe de par votre condition, vous êtes encore loin de constituer une classe en pratique et en conscience. C'est pour cela que souvent la plus grande partie d'entre vous n'agit pas en tant que classe qui défend ses intérêts propres. De nombreuses raisons expliquent votre infortune. L'une d'entre elles est que les prêtres, les scientifiques, les avocats et les artistes de la classe propriétaire tentent de dissimuler le fait que vous êtes les ennemis de ce système, ses esclaves et sa chair à canon. Ils souhaitent vous convaincre que vous formez avec vos ennemis un peuple, une nation. Mais votre objectif, votre tâche, votre unique aspiration doit être de tout arracher à la noblesse, aux propriétaires, en faisant la *Révolution sociale*. C'est pour elle qu'il vous faut lutter. Vous, les chômeurs, vous devez piller ce qui vous manque et vous armer pour cela. L'ouvrier doit cesser d'offrir ses muscles pour que d'autres accumulent des richesses, et doit attaquer la propriété. Les paysans doivent pendre la terre, saccager les bois des propriétaires fonciers. Existe-t-il d'autres moyens de lutte ? Non ! Depuis toujours, la classe n'a que ce qu'elle a conquis. La force de la classe ouvrière réside dans la violence, parce qu'elle ne possède rien, personne qui la défende, ni armée qui pourrait lutter pour elle... Cette violence nécessaire va-t-elle durer longtemps ? Elle durera tant qu'existera l'Etat, qui génère et protège la propriété – c'est le plus grand soutien de la violence et de la vilénie. N'oubliez pas ces trois points : soyez une classe ennemie de toute nation, constituez une classe lorsque vous agirez et que vos actions utiliseront la violence comme moyen. Sachant cela, il sera très facile de répondre à la question : quelle importance a pour vous la Démocratie ?

En effet, la Démocratie reste un *gouvernement* populaire. Ainsi, la majorité des questions contiennent déjà leur propre réponse. Et vu que tout gouvernement, dans le passé comme dans le futur, n'a servi et ne servira que comme un instrument d'oppression et de ressentiment, ne vaudrait-il pas la peine d'y réfléchir à deux fois ? Que signifie un soi-disant gouvernement populaire ? Que dans le peuple sont unis à la fois le loup et le mouton, la bête féroce et la proie déchiquetée. La bête, ce sont les propriétaires, et la proie ce sont les dépossédés. [...]

Ainsi, à vous qui êtes seulement les fils [et les filles] d'une classe et non d'une nation, ils offrent de créer un gouvernement populaire... Pourquoi ? Ils souhaitent que vous deveniez des membres de la société bourgeoise, parce

qu'ainsi vous oublierez la nécessité de la détruire. Et nos ennemis : se préoccupent-ils vraiment de l'opinion de la majorité ? Allons donc ! Lorsqu'il y a une grève et que les ouvriers – la majorité d'une ville – se révoltent, ils répondent avec des coups de fusil et des peines de prison. La Démocratie nous dit clairement : dis ce que tu as envie de dire, écris ce que tu veux, mais... *ne touche pas à la propriété privée ni à l'Etat !* Vos intérêts vont toujours à l'encontre de cela, ils vous poussent toujours à tout prendre, à toucher aux bases, à abattre et à déstabiliser l'Etat. [...]

Il existe deux chemins, deux chemins opposés et irréconciliables, aussi différents que le jour et la nuit. L'un dit : « *unis avec la bourgeoisie, nous allons abattre l'Autocratie, nous créerons la Démocratie et nous utiliserons les moyens légaux de la lutte* ». L'autre dit : « *vous les ouvriers, en tant que classe vous devez être contre toutes les lois. Lorsque s'approchera un défenseur de l'Autocratie, il vous dira : "le Tsar est le votre père et les sujets sont ses fils, dont il s'occupe de manière légale". Vous n'avez qu'à lui répondre : "Mensonge. Nous n'avons pas besoin de pères, ni nobles ni célestes, parce que tous nous oppriment et protègent la propriété privée". Lorsque s'approchera un démocrate en disant : "prends déjà la liberté d'expression, de presse et de réunion, mais ne te révolte pas et ne casse rien... ainsi nous serons tous fils d'une même nation", réponds-lui "ta liberté ne concerne que ceux qui entendent préserver la propriété privée, mais notre bonheur et notre libération ne dépendent que de la manière dont nous briserons les bases de ton système. Ta liberté est ma tombe, ton hymne national est le chant funèbre de l'enterrement de la lutte des classes. Et pour ces raisons : à bas la Démocratie et vive le mouvement violent du prolétariat"* ».

Et c'est ainsi que vous verrez la Démocratie ; lorsque vous saurez que votre but est de vous préparer pour la Révolution sociale ; lorsque vous vous rendrez compte que pour cela, il faut utiliser toutes les richesses, afin que chacun [et chacune], en travaillant selon ses capacités, puisse satisfaire tous ses besoins ; que votre objectif est la destruction de tout Etat, parce que chaque Etat est le mur qui défend et le pilier qui soutient la propriété ; lorsque vous comprendrez que le développement total d'une personnalité n'est possible que dans des *communes sans Etat*... Alors vous ne serez plus des partisans de *l'arhia* (l'autorité) mais deviendrez des partisans de *l'anarhia* (absence d'autorité) à l'enseigne de l'anarchisme communiste. [...]

A BAS L'AUTOCRATIE !

A BAS LA DÉMOCRATIE !

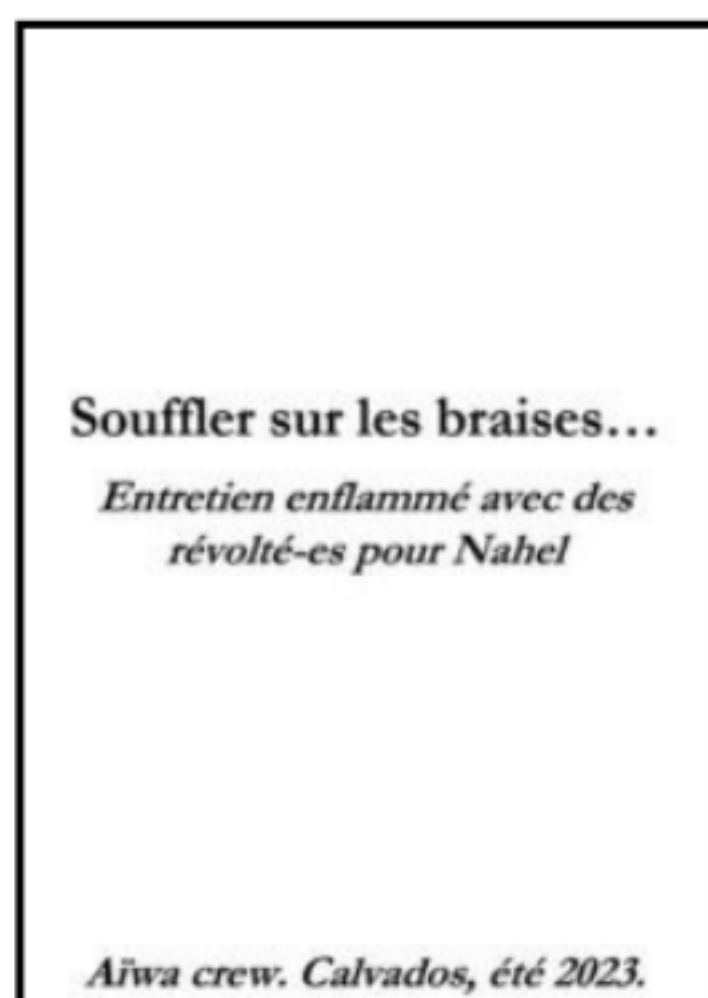
VIVE L'ANARCHISME COMMUNISTE !

VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALE !



Ce texte sert d'introduction à une brochure du même titre, paru en août 2023, et construite autour d'un entretien avec des protagonistes des nuits agitées dans un quartier de l'agglomération caennaise. La brochure est disponible dans des infokiosques et sur Internet, notamment ici :

<https://sansnom.noblogs.org/archives/18455>



« -Les flics disent 'on se barre, de toute façon ils crament leur quartier et on s'en fout'. Ils se sont barrés de la place. Du coup, des gens attaquent la banque. Un groupe d'une dizaine rentre dans la banque, les flics reviennent et chargent. -Les BACeux arrivent en chargeant et pourchassent le groupe. D'autres sont arrivés à fond et ont allumé les BACeux aux mortiers pour protéger leur fuite. En vrai, y a de la solidarité de ouf. Ouvrir les portes des immeubles, même des vieux, ou donner des infos par les fenêtres »,

Extrait de l'entretien retranscrit dans la brochure Souffler sur les braises.

NANTERRE, LE 27 JUIN. Un jeune de 17 ans conduit sans permis une voiture qu'il a louée. Deux motards de la police le prennent en chasse. Selon leurs dires, il essaie de fuir – et on comprend bien pourquoi il serait motivé à le faire... La voiture se retrouve à l'arrêt, coincé dans des embouteillages. L'un des deux flics secoue le conducteur par la fenêtre pendant que l'autre, à moitié allongé sur le capot, le met en joue en le menaçant de lui mettre une balle dans la tête. La voiture démarre lentement, le flic tire. La voiture finit sa course un peu plus loin dans un poteau. Nahel vient d'être exécuté sommairement. Pour n'avoir pas de permis de conduire et pour « refus d'obtempérer », justifiera le boucher de l'ordre établi. Probablement surtout parce que c'était un jeune rebeu dans une belle voiture – crime de lèse-majesté dans la tête d'un flic sans doute tout autant raciste que son institution. Aussi parce qu'alors que la police a toujours été l'ennemi mor-

Chronologie: Recension non exhaustive -

28-29 JUIN, HÉROUVILLE SAINT-CLAIR : Affrontements avec les flics. Une borne électrique et des véhicules sont cramés. Le pôle animation et jeunesse est incendié.

28-29 JUIN, LA GUÉRINIÈRE, LA GRÂCE-DE-DIEU, LE CHEMIN VERT (CAEN) : Des affrontements ont lieu, des poubelles sont incendiées, la BAC est visée par des tirs de feux d'artifice. Les abribus de la place de la liberté sont saccagés.

28-29 JUIN, PERSEIGNE, ALENÇON : Plusieurs véhicules sont incendiés ainsi que le parking souterrain et une partie des locaux de l'association des majeurs protégés de l'Orne. Le centre social Paul gauguin et la salle polyvalente de la Paix ont également été ciblées.

29-30 JUIN, FLERS : Un distributeur est attaqué avec un engin de chantier dans le quartier Saint-Michel. Ils sont ensuite incendiés. Un immeuble doit être évacué.

29-30 JUIN, LA GUÉRINIÈRE, LA GRÂCE-DE-DIEU, LA FOLIE-COUVRECHEF, CHEMIN-VERT (CAEN) : Le magasin Aldi du Chemin-Vert est pillé. Le Carrefour Contact de la place du commerce de la Grâce de Dieu subit le même sort. Au chemin Vert, deux bouteilles de gaz sont incendiées devant une caisse d'épargne.

30 JUIN-1ER JUILLET, CAEN : Nouveaux incendies et affrontements dans les quartiers populaires. Une manifestation en centre-ville réunit autour de 500 personnes. Fleurissent quelques tags. Une caisse d'épargne d'Hérouville-Saint-Clair subit une tentative d'intrusion dans la nuit.

30 JUIN-1ER JUILLET, LISIEUX : Dans le quartier de Hauteville, des commerces sont attaqués, la boulangerie dévalisée. Le local de la police municipale est également pris pour cible. La mairie annexe incendiée.

1ER-2 JUILLET, DIVES-SUR-MER : Le commissariat est visé par des projectiles et un cocktail Molotov. Les pompiers qui tentent d'intervenir sont visés par des tirs de mortier.

2-3 JUILLET, LISIEUX : Le tabac du quartier de Hauteville est pillé puis incendié.

tel des gens ordinaires, particulièrement des personnes de couleur, des rebelles, des marginaux et des marginales, des personnes jugées « superflues », le pouvoir ne cesse de leur donner plus d'impunité pour exécuter leur sale besogne : maintenir un ordre social inégalitaire qui nous mène au désastre, au besoin en tirant dans le tas.

Depuis la dernière loi de 2017 élargissant les conditions dans lesquelles les keufs peuvent faire usage de leurs armes (merci la gauche au pouvoir), le nombre de personnes exécutées a été multiplié par deux. C'était pourtant déjà la routine. On ne compte plus les Nahel, Zyed, Bouna, Adama dans les quartiers, mais aussi les Rémi ou tous les mutilé-es dans les luttes sociales, ou encore les Jérôme Laronze, paysan abattu en 2017 par des gendarmes pour avoir résisté à des contrôles administratifs visant à le ruiner et à condamner son troupeau de vaches.

La mort de Nahel aurait pu passer inaperçue, mais elle a été une étincelle pour une révolte généralisée. Pendant 5 à 6 nuits, des gens se regroupent, attaquent des flics à coups de mortiers, pillent des magasins, incendient des bâtiments publics, fracassent des banques. Pas seulement dans les « banlieues », mais partout en France, petites villes comprises. En Normandie, ce n'est pas seulement à Rouen ou Caen et leurs agglomérations que les feux égayent nos nuits, mais aussi à Flers, Lisieux, Dives-sur-Mer, Saint-Lô, Argentan, Granville, Gaillon, Louviers, etc. Un vrai bonheur !

Une révolte n'a pas besoin d'avoir des revendications pour avoir des effets, elle doit juste avoir des objectifs, et que ces derniers soient précis. Or, la révolte en question ne manque pas d'objectifs clairs et cohérents : comicos, mairies, prisons, tribunaux, banques, boutiques, écoles, etc. Bref, tout ce qui fait tenir la normalité qui nous broie au quotidien... Les pillages sont légitimes (c'est de la reprise de marchandises produites par l'exploitation, en plus dans un contexte où tout augmente), les incendies sont légitimes (c'est la moindre des réponses face au pouvoir qui nous domine et nous tue).

La révolte fait suite à un mouvement social tant attendu, avec sa routine ennuyeuse et ses revendications pitoyables. Quelques sursauts émeutiers avaient laissé poindre que la gestion autoritaire de la crise sanitaire n'avait pas complètement refermé les brèches ouvertes pendant la révolte dite des Gilets jaunes. Mais si en 15

jours après le passage de la réforme des retraites par le 49.3, 299 attaques contre des institutions publiques (préfectures, mairies, conseils départementaux, etc.), 132 attaques de permanences parlementaires, 2500 feux dans la rue ont été recensés par le ministère de l'Intérieur, cette révolte dans les quartiers a incendié ou dégradé 2508 bâtiments, dont 273 locaux de la police ou de la gendarmerie, 105 mairies et 168 écoles en seulement quelques nuits. Le syndicat des patrons, le Medef, évoque le chiffre d'un milliard d'euros de dégâts pour les entreprises. En quelques nuits, des milliers de jeunes et moins jeunes ont rappelé que la révolte sans concessions fait bien plus trembler le pouvoir que n'importe quel mouvement social.

Cette révolte trace une méthode, loin des illusions citoyennistes et des appels du pied à la gauche. Loin aussi des appels à la justice des tribunaux, la même qui broie des vies et incarcère à la chaîne nos frangins, nos frangines, nos voisins, nos voisines, nos copains, nos copines. Une méthode basée sur la révolte sans intermédiaires et sans chefs, assumant

d'attaquer de manière autonome des pans entiers d'un système qui ravage nos vies et la planète. Elle a bien sûr ses contradictions et ses limites, mais elle ouvre aussi des possibilités. L'expérience émeutière grecque de 2008 a par le passé montré qu'on pouvait défaire les flics dans la rue sans pour autant transformer la société. Reste que c'est un début nécessaire. Espérons que nous saurons nous en souvenir pour souffler sur les braises qui couvent encore. Avec encore plus d'approvisionnements en mortiers, davantage de monde et des solidarités encore plus ancrées ! Être mieux organisé, toujours de manière informelle, sans chefs ni porte-paroles. Parce que de toute façon on n'a pas le choix : les flics, bras armés du pouvoir, annoncent à demi-mots qu'ils et elles sont prêts à mener un coup d'état fascisant ; des fractions toujours plus nombreuses des classes dirigeantes assument encore davantage l'option la plus autoritaire ; le capitalisme entraîne le monde à sa perte et le pouvoir nous emporte dans sa chute. La révolte est encore la réponse la plus lucide. Mieux encore : la *révolution sociale* !

[...]



Solidaires, mais pas soulèvements de la terre.

MÊME SI LE MATRAQUAGE MÉDIATIQUE du ministère de l'Intérieur qui précédait le week-end de mobilisation contre les méga-bassines de Sainte-Soline de mars dernier laissait peu de place au doute, la violence d'Etat qui s'y est froidement déployée nous a une nouvelle fois glacé le sang. Si cet arsenal répressif est loin de nous surprendre, il ne s'agit pas de banaliser la violence et ses effets. Nous avons beau connaître les précédents de Malville, Sivens, la ZAD ou Montabot, avoir vécu le tir au pigeon de l'époque des Gilets jaunes, on ne s'habitue jamais à ces jeux de massacres. On s'inquiète pour les compas et les camarades que l'on sait sur place, et pour ceux et celles que l'on ne connaît pas mais avec qui l'on partage une furieuse envie d'en découdre avec ce monde.

Et Sainte-Soline n'a pas manqué son entrée dans l'histoire de l'arsenal répressif : 3200 flics, 9 hélicoptères, 4 blindés, des voltigeurs des champs ; et surtout plus de 200 blessé-e-s dont une quarantaine dans un état grave. Parmi eux et elles, Mickael et Serge, sont restés plusieurs jours entre la vie et la mort et doivent subir de lourdes opérations depuis des mois.

NOUS NOUS SENTONS SOLIDAIRES des camarades en lutte, qui ont été touché-e-s dans leur chair et leur esprit, qui pour certain-e-s continuent de se battre contre les conditions d'existence dans lesquelles cette boucherie les a jeté. Nous sommes également solidaires de compagnons et compagnones de lutte qui, « coupables » ou « innocent-e-s », sont poursuivis pour leur participation aux événements de Sainte-Soline.

Fort de son relatif succès militaire, le gouvernement a poursuivi son opération de maintien de l'ordre au-delà de Sainte-Soline, en engageant la dissolution des Soulèvements de la terre d'une part, et d'autre part en lançant un vaste coup de filets contre une trentaine de personnes qu'il suspecte d'avoir participé à une opération de sabotage (de désarmement pour ces auteur-trice-s) contre une cimenterie Lafarge à Marseille en décembre 2022.

À cette occasion le pouvoir confirme que des moyens technologiques et humains jadis réservés à l'antiterrorisme sont aujourd'hui étendus à de larges franges des luttes individuelles et

collectives, des gilet jaunes aux émeutiers, des anarchistes aux écologistes radicaux, en passant par quelques syndicalistes jugés trop combatifs. C'est ainsi que sont mobilisées des filatures, des mises sous écoute et des sonorisations, des géolocalisations, des traceurs, des prélèvements ADN, des logiciels de traitement des données, la reconnaissance faciale.

On ne badine ni avec Lafarge, ni avec l'agro-industrie. Les soulèvements de la terre entrent donc fort logiquement dans le viseur de l'Etat qui demande la dissolution du mouvement. Au marquage des corps et des esprits, s'ajoute le démantèlement de formes d'organisation de la lutte.

SI NOUS SOMMES SOLIDAIRES face à ses attaques, nous refusons par contre le chantage politique opéré par les Soulèvements de la terre qui consiste à allier solidarité et adhésion à leurs positionnements. L'appel *Nous sommes les soulèvements de la terre*, digne d'un *Nous sommes Charlie Hebdo*, appelle à épouser leurs convictions politiques et leurs choix stratégiques. C'est le rôle essentiel qui est dévolu à ceux et celles qui voudraient manifester leur solidarité. C'est ainsi qu'un appel à constituer et rejoindre les comités locaux « *pour renforcer les dynamiques nationales* » (sic) est lancé. Il ne s'agit plus de soutenir un mouvement de lutte, mais de devenir l'allié d'une organisation, d'un Parti qui n'avouent ni leur nom, ni leur mode réel d'organisation, et qui entendent dorénavant chapeauter des luttes locales déjà en cour et y apposer leurs labels.

Nous avons déjà connu les Partis *imaginaires* avec leurs coup d'éclats et leurs coups de force imaginaires, parfois accompagnés de leurs services d'ordre imaginaires et plus récemment de leurs scissions imaginaires, nous voici appeler à rejoindre une organisation aux contours et aux objectifs flous. Cette manière d'opérer qui était jadis réservée à une petite partie du mouvement autonome s'est étendue à toute une frange de la radicalité pour qui user des armes instrumentales et hiérarchiques de la *Politique* n'est plus honteux. Nous avons vu des « *appelés* » répondre aux « *appels* » ; pour notre part nous n'avons aucun goût pour les casernes.

Et comme dans tous Parti et Organisation obédés par l'efficacité, se dégage rapidement un *Etat-major*. Celui des Soulèvements mise sur l'*opacité*. Ce qui ne veut pas dire que les personnes qui s'associent à leurs luttes ou qui participent à son fonctionnement sont manipulés, juste qu'elles acceptent de jouer avec les règles du jeu proposées par ce mode de gouvernabilité qui ressemble à s'y méprendre à de la démocratie participative. Contrairement aux intersyndicales et autres inter-orgas, cet Etat-major n'est en rien dérangé par son propre *débordement* ; il est même visé pour augmenter la force du mouvement, mais uniquement s'il ne remet pas en cause les *formes de composition* à l'œuvre.

Enfin, nous n'oublions pas quels rôles ont joué dans la lutte contre l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes certains portes paroles des Soulèvements. Ils étaient au cœur du processus de *négociation* avec l'Etat menant à la *légalisation* et la *pacification* de la zone. Ils avaient alors déjà endossé un rôle de porte-parole médiatique qu'ils semblent revêtir une nouvelle fois avec plaisir. Leur appétit de gestionnaires de lutte et de zone était déjà manifeste ; il s'est depuis épanoui.

MAIS NOS REPROCHES NE S'ARRÊTENT PAS à la forme d'organisation développée par les soulèvements, nous sommes également en désaccord avec eux sur le fond.

Ils jouent en effet un rôle singulier dans la *réhabilitation* de l'écologie politique, de la *cogestion paysanne* et de la *refondation* de la gauche politique et syndicale. Tout autant qu'à sauver la planète, les Soulèvements s'appliquent à sauver la gauche et l'écologie politique, y compris celle qui aspire à gouverner.

Les Soulèvements nous réclament d'effacer de nos mémoires le rôle de cette écologie gestionnaire dans les désastres en cours : d'oublier par exemple qu'une ministre verte signait en 1999 les décrets d'application du laboratoire d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, que la confédération Paysanne a guidé la lutte anti-OGM de leur destruction à leur étiquetage, en condamnant au passage les actions clandestines et se transformant en cogestionnaire en commerce équitable dans de nombreuses chambres d'agriculture. Elle nous demande également de nous mentir sur la manière dont les jeux d'alliance de la NUPES annoncent déjà leurs renoncements prévisibles.

L'obsession des Soulèvements est d'agrèger des *forces*, et principalement des organisations. Pour ce faire, ils réinventent la vieille et usée pratique des *fronts communs* sur le terrain de

l'écologie. Il s'agit de faire tenir ensemble des logiques foncièrement antagoniques : les révolutionnaires ou ceux et celles qui veulent au moins en découdre avec l'existant et les cogestionnaires du désastres qui ne visent qu'à reconquérir le pouvoir pour administrer un capitalisme sous perfusion écologique. C'est ce qui est au cœur de cette stratégie qui vise à faire *composer* « plusieurs visions de l'écologie, plusieurs histoires politiques » (*sic!*) La priorité c'est « agrèger » quelque soit la nature de l'agrégat.

Pour ce faire, les Soulèvements ont recours à des ruses. Ils usent ainsi d'une ficelle stratégique pour dissoudre la vieille opposition violence/non violence qui sévit au cœur de nombreuses luttes avec l'idée de la *multiplicité des tactiques*. L'idée paraît bonne, et donne l'impression de prendre soin de chacun et chacune. Pourtant, elle s'appuie sur l'illusion que le degré de violence mis en branle par l'Etat est principalement déterminé par les formes d'engagement des protagonistes. C'est pourtant l'Etat qui fixe son propre agenda et qui décide pour l'essentiel du degré de violence qu'il souhaite engager dans la mêlée. Et ce, pour protéger ses propres intérêts, notamment matériels. Nous avons vu trop souvent des désobéissant-e-s dérouiller en mode hardcore...

A Sainte-Soline, cette tactique s'est manifestée par la mise en place de différents cortèges à la fois pour « étirer » le dispositif policier, mais également pour que plus offensifs, désobéissant-e-s et légalistes puissent s'y retrouver. A chacun-e son cortège, ses formes d'action. Là aussi, les soulèvements véhiculent une illusion et ne préparent pas les protagonistes les moins expérimentés à affronter ce qu'ils et elles vont rencontrer ; les flics n'attaquent pas que les cortèges les plus offensifs, et peuvent être très violents.

Le mise en avant du « *désarmement* » contre le *sabotage* participe de la même logique. Il s'agit de faire tenir ensemble les plus citoyens et les illégalistes, les désobéissant-e-s et les radicaux-ales. Ce n'est en rien la grande victoire annoncée par les promoteurs de la « *trouvaille* », juste un outil stratégique lié à leurs objectifs du moment : agrèger les mouvements écologistes et la gauche aux plus radicaux-ales. Pourtant, en même temps qu'elle offre un surcroît de légitimité aux actions menées à destination des franges les plus citoyennes du mouvement, elle marginalise les sabotages portés par des camarades, des émeutiers, qui ne les font pas au nom de la sauvegarde de la planète mais par révolte ou pour contribuer à leur mo-

deste mesure à la mise à sac de ce monde.

Le sabotage est pourtant une vieille arme des révolté-e-s, une arme des temps d'insurrection et des mouvements sociaux, comme des luttes antinucléaires ou d'opposition à des projets destructeurs, mais également une arme du quotidien des révoltes individuelles ou collectives, une sorte de bruit de fond de la *guerre sociale* en cours. Pour beaucoup, elle n'est pas l'arme politique d'une avant-garde représentant le vivant en mal de *crédibilité*, mais un geste de révolte salutaire contre l'existant.

PARCE QU'AU CŒUR DU MODE D'ORGANISATION des Soulèvements, il y a l'omniprésence de la *communication*. Le langage publicitaire prend une part essentielle dans la dispositif de mobilisation. Il est question, comme pour toute bonne série Netflix d'organiser des *saisons*, des *événements*, des *coups d'éclats* ; de vider ces épisodes de tout ce qui peut venir créer du dissensus et menacer de faire voler en éclat l'agrégat. S'impose alors une *pensée-slogan*, où les mots peuvent vouloir dire tout et son contraire pour toucher tous les publics, une pensée qui se vide de tout contenu subversif ayant un tant soit peu d'épaisseur.

La logique publicitaire mobilisée se double d'une *logique médiatique*, accentuée depuis la tentative de dissolution orchestrée par le pouvoir. Les portes paroles du mouvement se sont alors précipités sur les chaînes infos ou chez leurs « amis » de gauche comme Le Media et Médiapart. A force de courir après la crédibilité, on se laisse aveugler, comme pris dans les phares, et la ficelle est de plus en plus ténue entre remodelage du langage et dissociation.

NOUS NE SOMMES DÉFINITIVEMENT PAS la terre qui se défend ; nous sommes nous-mêmes et c'est déjà pas mal. Le problème du gauchisme, c'est qu'il est toujours en mal de trouver des *sujets historiques* à représenter. Et la terre a une vertu, elle ne cause pas.

Ce n'est d'ailleurs pas la terre qui est en danger, mais des formes de vie sur cette terre, notamment humaines, qui sont en péril. Ce positionnement conduit à privilégier à l'ancienne critique révolutionnaire des nuisances écologiques et sociales produites par les rapports de production capitalistes, une défense *abstraite* et *idéalisée* de la nature.

Les Soulèvements de la terre n'inventent rien de nouveau, ils usent juste jusqu'à la corde et avec des modes opératoires débarrassés de certaines lourdeurs militantes, des vieilles armes du *spectacle politique*. Avec eux, tout se vit à distance, sans que rien ou trop peu ne puisse se

décider par et pour soi-même. Plus d'Assemblées, jugées inefficaces, mais surtout trop incontrôlables, mais des formes de composition gazeuses et hiérarchiques où l'on peut participer à toutes les activités pratiques, mais jamais à définir le cadre d'intervention .

Seulement, le succès de cette Politique contient déjà l'annonce de son déclin programmé, celui qui frappe toute *marchandise* vendue pour ce qu'elle n'est pas.

NUL DOUTE, L'ETAT A CHOISI SON ENNEMI. D'une part parce que les *dynamiques de désarmement* s'attaquent réellement et matériellement à des pans non négligeables de l'industrie de destruction de la planète, et en ce sens elles sont dangereuses pour l'Etat et les intérêts industriels visés. D'ailleurs, l'Etat frappe fort en engageant ce processus de dissolution et des moyens d'enquête conséquents.

Mais, il choisit d'autre part cet ennemi parce qu'il offre un visage *identifiable* et s'est montré en certaines circonstances conciliant. Mieux vaut des luttes initiées par des autonomes repentis, qui visent à composer avec des organisations et des bureaucrates spécialistes de la cogestion depuis des décennies que de véritables *révoltes ingouvernables*. L'Etat ne déteste rien de plus que les mouvements sans visages, sans interlocuteur-trice-s, sans chef-fe-s, comme lors des Gilets Jaunes ou des émeutes qui ont suivies l'assassinat de Nahel.

CERTAINS TEXTES CRITIQUES des Soulèvements, principalement issus d'anarchistes, ont été brandis aux interpellé-e-s lors des enquêtes sur le désarmement de l'usine Lafarge ; il s'agit pour les flics d'opposer des franges distinctes des mouvements de lutte en espérant peut-être au passage que les un-e-s et les autres se balancent.

Nous savons qu'en écrivant ce texte, nous nous exposons à l'accusation récurrente dans ce milieu de faire le jeu des flics. Si l'opacité sous lunlight médiatique a le mérite tout relatif de protéger des flics, elle a surtout pour vertu essentielle d'interdire toute critique.

Vous ne trouverez pourtant rien dans ce texte qui ne soit déjà public, quant à penser qu'il puisse servir de réquisitoire dans un éventuel procès, ça frise le ridicule.

Pour notre part, nous tenons par ce texte à affirmer notre solidarité, mais également à réaffirmer notre critique des formes et des visées politiques et hiérarchiques qui sont en train de s'incruster dans le milieu dit « radical ».

• Comité Achille Zapata, octobre 2023

Contre le phagocytage des luttes par les Soulèvements de la Terre.

[Phagocyter v. tr. : absorber et détruire]

L'objectif de ce texte est de mettre en garde contre les pratiques, les objectifs, et la ligne politique des Soulèvements de la Terre. Il s'appuie sur une connaissance directe des luttes à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes jusqu'en 2018, où les futurs leaders des Soulèvements s'étaient illustrés, et sur plusieurs témoignages récents de personnes s'étant rendues à des événements organisés par eux. Il n'a pas pour but de décourager quiconque de se rendre à ces événements, mais vise à partager certaines inquiétudes et certaines méfiances, en particulier d'un point de vue anti-autoritaire.

Les chefs des Soulèvements de la Terre (« Benoît Feuillu » ou « Basile Dutertre » par exemple) sont donc ceux-là même qui, à la ZAD, sont parvenus à transformer et à contrôler la lutte à leur profit, avec des méthodes souvent brutales voire violentes. À la tête d'un groupe nommé CMDO, ils se sont peu à peu présentés comme les représentants du mouvement d'occupation dans son ensemble, tout en refusant de participer aux réunions et assemblées de lutte. Ils ont promu l'« unité » avec les organisations réformistes au nom d'un pragmatisme politique qu'ils appelaient « stratégie ». Après l'annulation officielle du projet d'aéroport, en janvier 2018 – le succès d'une lutte de plusieurs décennies – ils ont proclamé la « victoire » et, en fin de compte, organisé la liquidation de la ZAD comme mouvement. Ils ont accepté de négocier avec l'État, non pas en leur nom propre mais au nom de tous, ce qui leur a permis d'obtenir pour eux-mêmes des maisons et des terres légalement, avec même une clause où ils s'engageaient à dénoncer aux services de l'État toute occupation illégale et à ne pas s'opposer à leur expulsion. Les récalcitrants ont été intimidés, menacés et violentés. Sur toute cette séquence, et la lutte qui l'a précédée, nous vous conseillons la lecture de l'excellent texte *Réflexions à propos de la ZAD, une autre histoire* (référence en fin de texte).

Depuis deux ans, les Soulèvements de la Terre font beaucoup parler d'eux, a fortiori depuis la manifesta-

tion de Sainte-Soline du mois de mars 2023, où quelques 30 000 personnes ont subi un épouvantable déchaînement de violences policières. Désormais, les SDT ne mènent pas – pour le moment du moins – une lutte d'occupation, mais organisent au contraire des événements un peu partout, plus ou moins en accord avec des groupes préexistants. Le rôle des SDT semble dès lors se résumer en grande partie à **diriger** et **coordonner** des luttes, en adoubant des groupes locaux, en définissant des stratégies, en maîtrisant la communication.

La transition entre le CMDO et les SDT (via l'organisation « NDDL – poursuivre ensemble ») peut être illustrée par la tentative de prise de contrôle de la lutte contre un parc industriel au Carnet, à quelques dizaines de kilomètres de Notre-Dame-des-Landes, en 2020-2021. Les chefs du CMDO, forts de l'assise de leur « victoire », ont cherché par tous les moyens à faire passer cette lutte pour une « extension » de celle de la ZAD, en revendiquant les actions, en tentant d'en décider seuls les modalités, systématiquement spectaculaires, et en imposant leurs objectifs.

Comme les personnes en lutte au Carnet refusaient cette confiscation, ils ont bientôt décidé, sans les consulter, de tenir des « réunions pour organiser la lutte du Carnet », à Notre-Dame-des-Landes : il ne s'agissait pas de soutenir leur lutte en respectant son autonomie, mais de **l'organiser à leur place**, c'est à dire d'en prendre le contrôle.

Lors des événements ou manifestations des SDT, qu'on ne s'attende pas à des assemblées pour construire une lutte ensemble : tout est décidé d'avance, et on doit se contenter de participer. Des discussions mettraient-elle en péril le contrôle des SDT ? Quoi qu'il en soit, ce contrôle est à peu près intégral, et les témoignages sont unanimes : les SDT n'organisent pas de réunions ouvertes (à part des « briefs » sur internet), ni pendant les événements, ni entre ces événements. Ils se caractérisent donc par une totale **verticalité**. Il nous semble que, si l'on doit participer à une lutte, il est fondamental de pouvoir en discuter tant le fond politique que les modalités, les stratégies, les conséquences.

En outre, les SDT se signalent par une totale **opacité** : au nom, sans doute, de la sécurité nécessaire à l'organisation d'actions « dynamiques », on ne peut être au courant de rien à l'avance, et même pendant le déroulement des actions. Mais cette « sécurité », admissible, ne peut pas être un blanc-seing pour se « servir » des gens. À Sainte-Soline, des « sous-chefs » munis de mégaphones se contentaient globalement de transmettre les ordres aux « troupes » : « en avant », « il faut tenir », « en arrière »...

Au fond, les SDT ne sont pas un « mouvement » : c'est une **organisation**. Certes, ils prétendent le contraire (en affirmant sans rire leur caractère « imaginaire »), mais, qu'ils le veuillent ou non, ils en ont les caractéristiques. À ce sujet, il faut bien reconnaître que nous allons aux manifestations appelées par des organisations « classiques » comme la CGT ou d'autres ; seulement, dans ce cas, on n'est pas trompé sur la marchandise : on sait d'avance qu'on ne pourra discuter ni les modes d'action, ni les objectifs, ni le soubassement politique.

Pourtant, « ça » marche. Une des raisons évidentes du succès des SDT tient au désespoir profond face à la réorganisation permanente du capitalisme, qui se formalise dans cette période en particulier sur les questions des terres et des ressources : enfin, on nous propose une lutte pleine d'enthousiasme, sûre de son succès, face à la dépossession permanente et à la passivité. À ce désespoir s'ajoute la colère, dynamisée par le mouvement social : on pourrait ainsi saluer une volonté de faire converger des luttes et même d'élargir la colère à des motifs dépassant la question des retraites et celle du travail. Mais de cela, il n'est jamais question dans la communication des SDT : sur leur site internet n'apparaissent ainsi *pas une seule fois* les mots « retraites » ou même « capitalisme ». Quel est donc leur ligne politique, à quoi tant de milliers de personnes sont supposées adhérer (sans jamais, rappelons-le, avoir l'occasion d'en discuter) ?

En fait de pensée politique, c'est surtout une pensée **stratégique** que l'on nous sert : « bâtir de larges alliances », « établir des stratégies de résistance efficaces » ; les SDT vont jusqu'à citer fièrement la DGSJ : « mouvement transcendant les appartenances d'origines et les divergences de stratégie », « fédérer le plus grand

nombre possible de militants et groupes issus d'horizons idéologiques différents » (*Appel à la saison 5*¹). Ce qui compte, c'est ici le nombre, la masse, qui de toute évidence n'a pas à avoir d'autre point de vue qu'une naïve « défense de la terre ». Surtout, on se garde de définir une ligne politique qui risquerait de nuire aux « **larges alliances** » (voir l'ahurissante liste de signataires de l'appel *Nous sommes les SDT*, de Mélenchon à l'ancien ministre Yves Cochet, en passant par l'infâme Yannick Jadot). Pour en revenir à la ZAD, le CMDO s'était illustré en écrivant sur la route « Les principes en feu, les puristes au milieu » : les « puristes », c'étaient ceux qui s'entêtaient à proposer autre chose que l'unité à tout prix et avec n'importe qui. En faisant fi des « principes » au nom des alliances avec des partis bourgeois, les SDT s'affirment donc comme un groupe **opportuniste**. Or, l'unité à tout prix renforce les positions des franges les plus réformistes et bourgeoises, sert leurs intérêts, et entrave les possibilités de dépassement dans la lutte.

Le **sensationnalisme** est un élément central : les « saisons » se décomposent en « actes », c'est-à-dire des actions ponctuelles, coordonnées et décidées par les chefs des SDT. Qu'une lutte locale soit érigée en « acte » officiel d'une « saison » (c'est-à-dire que les SDT appellent à s'y rendre, selon *leurs* modalités et *leurs* plans) semble constituer l'ambition suprême : « Les comités locaux peuvent donner du soutien à ces luttes, même quand il n'est pas encore l'heure de les inscrire dans les actes nationaux des Soulèvements de la Terre. » (*Des dizaines de comités locaux fleurissent dans toute la France*) : patience, ça viendra, nous vous adouberons lorsque nous le jugerons nécessaire. À leur caractère vertical et autoritaire s'ajoute donc une nette tendance au paternalisme.

Mais, au fond, de quoi s'agit-il, politiquement ? On ne sait pas. L'accent est mis sur l'aspect « écologiste » des luttes, sans détail (afin, sans doute, de ratisser large) : « lutter contre le béton, contre les mégabassines, contre ceux qui empoisonnent le vivant » (*Des dizaines de comités...*) ; « la défense de la terre et de l'eau comme bien commun face à l'accaparement par le complexe agro-industriel et face au bétonnage par la méga machine métropolitaine » (*Appel à la saison 5*). Quand on a vu, hélas, à Notre-Dame-des-Landes, quel était le rapport des chefs des SDT aux « biens communs », il y a de quoi s'inquiéter.

Nulle part on ne trouve défini plus précisément le subs-

1 Toutes les citations sont issues du site internet des soulèvements de la terre.

trat politique de ces luttes ; la phraséologie creuse permet d'agglomérer des tendances diverses (de la Fédération anarchiste aux Verts). Pourquoi s'opposer aux mégabassines ? Pour « défendre l'eau » – mais qu'est-ce que ça veut dire ? C'est en vain que l'on cherche une analyse politique un tant soit peu approfondie sur la question, qui dépasserait « l'accaparement par le complexe agro-industriel » (quels enjeux ? pour quel profit ? au détriment de qui ?) en expliquant concrètement les processus à l'œuvre et la logique de s'y opposer. Quant au gloubi-boulga de la « méga-machine métropolitaine », chacun devra soi-même en établir une définition. En fait, on oppose des idées **vagues** à des concepts **abstrait**s, quand ce qu'il faudrait faire, c'est, avec honnêteté, transparence, et une indispensable pointe d'humilité, produire une analyse matérielle des enjeux.

Mais pour faire cela, il faudrait se mouiller un peu², mettre en question les rapports capitalistes ou la propriété – ce que les SDT ne font jamais ; on comprend très bien que, s'ils le faisaient, les Verts ou autres organisations profondément bourgeoises seraient évidemment plus réticentes à apporter leur soutien. En outre, quand on sait le rapport pour le moins ambigu des chefs des SDT à la propriété foncière et à l'agriculture, on comprend qu'ils ne souhaitent pas trop préciser ce que serait, pour eux comme pour les masses qu'ils aspirent à commander, la « victoire ».

La phraséologie des SDT est littéralement **militaire**. Sans cesse on nous appelle à la « bataille » ; sans cesse on nous promet la « victoire ». « La victoire est à portée de main » (*Appel à la saison 5*) ; c'est à tout prix qu'il faut l'obtenir. Ainsi, sur leur site internet, le week-end du 25 mars est-il sans honte décrit comme « joyeux » (*La base arrière fait un récap*) ; les masses sont félicitées pour leur « créativité » et leur « audace » face aux forces répressives (*30 000 personnes manifestent à Sainte-Soline malgré la brutalité policière*). Rappelons que ce week-end « joyeux » a fait au moins 200 blessé.e.s, dont au moins 40 graves ; l'un d'entre eux est toujours dans le coma, trois semaines plus tard. De même, à la ZAD, la « victoire » s'était traduite par l'obtention de quelques lopins de terre, mais aussi par l'expulsion de dizaines d'habitant.e.s, et par la fin du mouvement de lutte en tant que tel : à présent, la ZAD est une zone d'agriculture et d'artisanat légal, conventionnel, et intégré au marché. Pourtant, cette fin de lutte a été célébrée comme une « victoire »,

et elle continue de l'être. À Sainte-Soline comme à Notre-Dame-des-Landes, la « victoire » fait peu de cas de ceux et celles qui doivent être sacrifié.e.s pour l'obtenir.

Si, affirme-t-on après le carnage de Sainte-Soline, « la priorité doit être à [la] prise en charge [des blessé.e.s] » (*30 000 personnes manifestent à Sainte-Soline malgré la brutalité policière*), ça n'empêche pas de tenir le soir même une obscène « fête de la victoire », en dépit des centaines de blessé.e.s, avec « spectacles tous publics » et « concerts ». Cette « victoire » consiste-t-elle à être parvenus à « excav[er] et désarm[er] une pompe et une canalisation » ? On n'ose le croire : qui pourrait parler d'un succès même stratégique (sans parler de « victoire ») pour un tel bilan ? Non, de toute évidence, la « victoire » célébrée, c'est celle d'avoir réussi à fédérer des milliers de personnes, de sentir sa propre force, celle d'être capable de les faire venir et de les jeter dans la « bataille » (*Appel à la saison 5*), sans que les décisions des chefs ne soit interrogées ; mieux, la « victoire » va permettre d'élargir encore le « mouvement », par addition de milliers de « personnalités mondiales » (tant pis pour ceux et celles qui ne sont que des « personnalités » non-mondiales, ou pas des personnalités du tout). Les SDT se rêvent en **généraux** d'une guerre un peu obscène ; à ce titre, ils ne détaillent ni leurs objectifs, ni leurs stratégies, ni leur soubassement politique.

En tant qu'anti-autoritaires, nous voulons poser des questions et discuter, mais pas nous soumettre à des décisions prises ailleurs et par d'autres. Nous voulons lutter, y compris contre la dépossession des terres, des ressources, contre l'emprise du capital sur les moindres secteurs de nos vies, contre la brutalité de l'État. Mais il s'agit de savoir avec qui lutter ; pourquoi lutter ; selon quelles modalités lutter. Pour nous, la fin ne justifie pas les moyens. Nous préférons ne pas avoir le « soutien » de Yannick Jadot si cela nous permet de tenir des assemblées de lutte horizontales où nous pouvons discuter de nos objectifs politiques et des moyens d'y parvenir. Nous jugeons plus fondamental de construire une lutte ensemble, y compris dans la difficulté, y compris en faisant des erreurs, plutôt que de contribuer passivement à la « victoire » d'une organisation. Et nous jugeons que les Soulèvements de la Terre sont une organisation, verticale, opaque et autoritaire.

L'enthousiasme, répétons-le, est très compréhensible :

la proposition des SDT est séduisante, riche de promesses, pleine de force, elle laisse entrevoir des possibilités de débordement de l'existence capitaliste ; dans une période terrible où les mouvements sociaux sont combattus sans retenue et où nous assistons impuissants à la destruction de la planète par la bourgeoisie, une telle proposition paraît être une réponse au désespoir – surtout quand on nous garantit la « victoire ».

Ce texte n'a pas vocation à décourager à se rendre aux opérations des SDT, mais engage, si l'on s'y rend, à le faire au moins avec une certaine méfiance, en obser-

vant continuellement les mécanismes à l'œuvre, en cherchant à interroger les enjeux, voire à mettre en question le fonctionnement décidé par les SDT. Qu'on sache qu'on a affaire à des stratèges, autoritaires et opportunistes ; sachant cela, peut-être est-il possible de ne pas leur abandonner les luttes, et de forcer les Soulèvements de la Terre à l'horizontalité, à la discussion, à l'honnêteté politique, à la décence et à la solidarité.

Deux zozo.e.s d'Ariège, avril 2023

Références :

Un témoignage de la manifestation de Sainte-Soline d'octobre 2022 : Jouer à la guerre, jouer au pion.
<https://nantes.indymedia.org/posts/87418/06-03-2023-jouer-a-la-guerre-jouer-au-pion/>.

Lutter et/ou se faire manipuler au nom d'une lutte ? Soulèvements de la terre versus État: même combat.
<https://nantes.indymedia.org/posts/86985/lutter-et-ou-se-faire-manipuler-au-nom-d-une-lutte-soulevements-de-la-terre-versus-etat-meme-combat/>

Texte des occupants du Carnet : Quand NDDL se prend pour le petit père des luttes, entre récupération et autoritarisme.

<https://zadducarnet.org/index.php/2021/09/04/quand-nddl-se-prend-pour-le-petit-pere-des-luttes-entre-recuperation-et-autoritarisme/>

Réflexions à propos de la ZAD, une autre histoire. Un regard en arrière un an après les expulsions.
<https://fr.crimethinc.com/2019/04/23/reflexions-a-propos-de-la-zad-une-autre-histoire-un-regard-en-arriere-un-an-apres-les-expulsions>.

Prise de parole des « soutiens de l'extérieur » à « l'assemblée des usages » de la ZAD.

<https://mars-infos.org/prise-de-parole-des-soutiens-de-l-3043>

Communiqués autour de S. Camarade au pronostic vital engagé à la suite de la manifestation de Sainte-Soline.

Communiqué n°1 des camarades du S.

SAMEDI 25 MARS à Sainte Soline, notre camarade S. a été atteint à la tête par une grenade explosive lors de la manifestation contre les bassines. Malgré son état d'urgence absolue, la préfecture a sciemment empêché les secours d'intervenir dans un premier temps et d'engager son transport dans une unité de soins adaptée dans un second

temps. Il est actuellement en réanimation neurochirurgicale. Son pronostic vital est toujours engagé.

Le déferlement de violences que les manifestants ont subi a fait des centaines de blessés, avec plusieurs atteintes graves à l'intégrité physique comme l'annoncent les différents bilans disponibles. Les 30 000 manifestants étaient venus dans l'objectif de bloquer le chantier de la mégabassine de Sainte-Soline, un projet d'accaparement de l'eau par une minorité au profit d'un modèle capitaliste

qui n'a plus rien à défendre sinon la mort. La violence du bras armé de l'État démocratique en est la traduction la plus saillante.

Dans la séquence ouverte par le mouvement contre la réforme des retraites, la police mutile et tente d'assassiner pour empêcher le soulèvement, pour défendre la bourgeoisie et son monde. Rien n'entamera notre détermination à mettre fin à leur règne. Mardi 28 mars et les jours suivants, renforçons les grèves et les blocages, prenons les

Communiqué des parents de S.

NOTRE FILS SERGE est actuellement hospitalisé avec un "pronostic vital engagé", suite à la blessure occasionnée par une grenade GM2L, lors de la manifestation du 25 mars 2023 organisée à Sainte-Soline (79) contre les projets de bassines irrigantes.

Nous avons porté plainte pour tentative de meurtre, entrave volontaire à l'arrivée des secours ; et pour violation du secret professionnel dans le cadre d'une enquête de police, et détournement d'informations contenues dans un fichier de leur finalité.

Suite aux différents articles parus dans la presse, dont beaucoup sont inexacts ou mensongers, nous tenons à faire savoir que :

Communiqué n°2 des camarades du S.

ALORS QUE NOTRE CAMARADE SERGE se bat comme un lion pour garder la vie que l'Etat essaie de lui enlever, nous assistons à un nouveau déferlement de violences, cette fois -ci médiatiques, qui vise à faire de lui un homme qu'on peut légitimement abattre. Aujourd'hui, il est toujours dans le coma et son pronostic vital est toujours engagé. Notre solidarité va aussi à Mickaël et à toutes celles et ceux qui ont rencontré la violence de la police sur leur chemin.

Les mots du pouvoir d'état sont inlassablement répétés sur les plateaux des médias bourgeois pour construire l'ennemi qu'ils veulent combattre. Leur écran de fumée ne supportera pas les dizaines de récits qui sont venus recomposer le déroulement des faits. La gendarmerie a utilisé des grenades dans le but d'abîmer les manifestants et a orchestré la faillite de la prise en charge des secours, quitte à laisser mourir les camarades.

Les services de renseignements distribuent à tour de bras le dossier de Serge dans les rédactions dans le but d'imposer le prisme policier pour désigner ce que nous sommes. Nous ne nous amuserons pas ici à démonter chacune des versions policières volontairement tronquées. Ça serait croire qu'une quelconque vérité à ce sujet puisse exister

rues, pour S. et tous les blessés et les enfermés de nos mouvements.

Vive la révolution.
Des camarades de S.

PS : Si vous disposez d'informations concernant les circonstances des blessures infligées à S., contactez-nous à s.informations@proton.me

- Oui, Serge est fiché "S" - comme des milliers de militants dans la France d'aujourd'hui.

- Oui, Serge a eu des problèmes judiciaires - comme la plupart des gens qui se battent contre l'ordre établi.

- Oui, Serge a participé à de nombreux rassemblements anticapitalistes - comme des millions de jeunes dans le monde qui pensent qu'une bonne révolution ne serait pas de trop, et comme les millions de travailleurs en lutte actuellement contre la réforme des retraites en France.

Nous considérons qu'il ne s'agit là nullement d'actes délicieux qui saliraient notre fils, mais que ces actes sont au contraire tout à son honneur.

Les parents de Serge
Le Mercredi 29 mars 2023

dans les arcanes des propagandes étatique et médiatique. Serge, en tant que militant révolutionnaire, participe depuis de nombreuses années de toute sa volonté aux différentes luttes de classe qui surgissent contre notre exploitation, toujours dans un souci d'élargissement, de renforcement et de victoires pour les prolétaires.

Parce que oui, nous ne pouvons pas nous résigner à l'écrasement.

Nous appelons toutes celles et ceux qui le connaissent à dire autour d'eux qui il est. Mais en se souvenant d'une chose : Serge, dans la lutte, refuse la stratégie du pouvoir de désigner les bons et les mauvais. Nous tenons, avec lui, cette ligne.

Mardi 28 mars, des gens d'un peu partout ont pris l'initiative de témoigner de leur solidarité au cœur du mouvement contre la réforme des retraites en France. Nous avons également reçu de nombreux messages de camarades d'autres pays. Nous les en remercions chaleureusement et les invitons à poursuivre et renforcer la lutte. D'autres initiatives sont d'ores et déjà programmées et nous appelons les gens à les rejoindre et à les multiplier, sans modération, en France et dans le monde. (...)

Des Camarades du S.

Communiqué du S.

SALUT TOUT LE MONDE,

Je m'appelle Serge et j'ai été gravement blessé, comme beaucoup d'autres, à la manifestation contre la mégabassine de Sainte Soline du 25 mars 2023. J'ai été atteint à la tête par une grenade, probablement tirée en tendu par un gendarme équipé d'un lanceur de grenade cougar. J'ai subi un grave traumatisme crânien qui m'a mis en situation d'urgence absolue, situation aggravée par le blocage de ma prise en charge par les secours durant la manifestation. Après un mois de coma artificiel et six semaines en réanimation, j'ai été transféré dans un service de neurochirurgie, puis en centre de rééducation. A l'heure actuelle, je ressens d'énormes progrès dans ma faculté à bouger, manger et tout simplement échanger et réfléchir. Le chemin va être extrêmement long mais je suis déterminé à tout donner, à me battre pour récupérer ce qui me constituait, tant physiquement que mentalement. Je le fais évidemment pour moi, mais aussi parce que je pense que refuser d'abdiquer, refuser d'être écrasé par la machine répressive est une nécessité politique, à l'heure où les Etats font le pari de la terreur et de notre passivité.

Je tiens d'abord à remercier celles et ceux qui, dans ce champ de mines, m'ont porté, tenu la main, protégé, promu les premiers soins (ralentissement de l'hémorragie, massage cardiaque, intubation etc.) et m'ont tout simplement permis de rester en vie. Je tiens également à remercier les soignants qui, à chaque stade, ont pris soin de moi et m'aident encore aujourd'hui à reconquérir mon corps et ma tête. Je ne peux que vous faire part du bien fou que j'ai ressenti à ma sortie du coma devant la solidarité massive qui s'est exprimée : assemblées, textes, tags, dons, musiques, actions et messages divers de camarades de par le monde. L'écho de vos voix et des rugissements de la rue nous a aidé, mes proches et moi, à ne rien lâcher. Pour tout cela, je vous dis à toutes et tous un grand merci. Vous avez été énormes.

Communiqué n°6 des camarades du S.

SERGE A ÉTÉ GRIÈVEMENT BLESSÉ le 25 mars 2023 à Sainte Soline. Six mois après les faits, voici où nous en sommes.

Passé le soulagement après le temps de l'incertitude du réveil, de nouveaux champs d'incertitudes sont apparus, sur ce que notre camarade allait pouvoir récupérer, comment, en combien de temps etc. Nous avons eu la joie de le

Tout ceci nous rappelle qu'il est primordial qu'aucun tabassage, qu'aucune mise en geôle, qu'aucune mutilation, qu'aucun meurtre ne soit passé sous silence par les forces de l'ordre social capitaliste. Ils mutilent et assassinent tellement souvent que cela n'a rien d'accidentel, c'est dans leur fonction. Beaucoup trop d'histoires dans le monde nous rappellent qu'il n'y a pas plus vrai que la formule « ACAB ». Tous les flics sont bien des bâtards. Ils sont et resteront les larbins de la bourgeoisie dont ils protègent les intérêts et assurent, jusqu'à maintenant, la pérennité.

La classe capitaliste a comme seule perspective la dégradation de nos conditions de vie à une large échelle et tous les prolétaires d'ici et d'ailleurs en font actuellement l'amère expérience. Face aux luttes que nous menons pour contre-carrer ce funeste destin, ils ont clairement fait le choix d'augmenter drastiquement la répression, autant par des nouvelles lois répressives que par le fait de donner carte blanche aux forces de l'ordre, comme à Sainte Soline. Nous devons en prendre acte, et porter collectivement l'idée qu'il est hors de question de participer à une lutte sans des protections efficaces et des capacités de résistance. Nous ne sommes pas des martyrs.

Néanmoins, notre force n'a pas grand-chose à voir avec une histoire de champ de bataille. Notre force, c'est notre nombre, notre place dans la société et le monde meilleur auquel nous aspirons. Contre les quelques organisations de dirigeants et de bureaucrates qui souhaiteraient nous ramener à la maison une fois leur place au soleil acquise sur notre dos, il nous faut mille façons de nous organiser à la base par et pour des solidarités concrètes, à destination des camarades du mouvement mais aussi, et peut-être surtout, à toutes celles et ceux qui rejoindront les élans révolutionnaires futurs.

Force aux camarades actuellement dans le viseur des Etats !

Vive la Révolution !

A vite dans les luttes.

Le S

retrouver, lui et ses souvenirs, ses convictions et sa détermination.

Pourtant, chaque jour, l'étendue des dommages s'est révélée à petits bruits. Le choc cérébral, qui a entraîné le retrait d'une partie de sa boîte crânienne pour maîtriser un œdème qui lui aurait été fatal, a laissé des traces importantes. Le traumatisme crânien a causé une paralysie faciale et des difficultés de mobilité des membres, des troubles importants de la vision qui fragilisent sa capacité à se déplacer seul sans risquer l'accident, des difficultés de

concentration et une fatigue chronique. La grenade qui l'a percuté a détruit une oreille interne, mettant à mal son équilibre et provoquant une surdité définitive de l'oreille impactée ainsi qu'une baisse de vision. Nous ne sommes pas en mesure de dresser un constat définitif. Il a fait des progrès notables grâce à la rééducation et nous espérons qu'il parviendra à récupérer ce qui n'est pas définitivement perdu.

Il a récemment subi une opération visant à reconstituer sa boîte crânienne (pose d'une prothèse appelée volet), une opération cruciale pour estomper tout risque de dommage cérébral supplémentaire. Malheureusement, cette opération a échoué. En effet, après un mois d'infection, de fièvre, de galères de cicatrisation, d'antibiotiques, d'entraves dues à des cathéters et d'ennui, le volet a dû lui être retiré. Il est aujourd'hui encore gardé sous surveillance et nous espérons qu'il pourra sortir rapidement pour reprendre le travail de rééducation. Il devra subir à nouveau cette opération chirurgicale dans quelques mois, sans garantie de réussite.

En définitive, depuis sa sortie du coma, Serge n'aura connu que 3 semaines hors de l'institution hospitalière. Nous y avons donc passé suffisamment de temps pour constater à quel point ici comme ailleurs le capitalisme poursuit son écrasement en quête de marge financière et les patients comme les travailleuses et travailleurs du soin en sont la variable d'ajustement. Malgré la bienveillance du personnel hospitalier, l'hospitalisation reste une situation d'enfermement, avec son lot de dépossession, d'entrave et d'isolement, qui s'ajoute au traumatisme de la blessure initiale. Y faire face n'est pas toujours facile et le soutien est une ressource primordiale.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui se sont mobilisées et se mobilisent encore : concerts de soutien, visites quotidiennes à l'hôpital, compils de soutien, tags, banderoles, actions, les logements prêtés, les affiches, les collectes de thunes, les dons, qui permettent notamment d'assumer sereinement les frais médicaux (hospitalisation, prothèses auditives) et les aménagements nécessaires à la vie quotidienne, mais aussi d'amortir l'impact financier pour Serge et ses proches.

Merci aussi à toutes celles et ceux qui, 2 fois par jour depuis 5 mois, préparent des repas pour Serge et lui apportent à l'hosto. Merci à ceux qui l'ont accompagné mar-

cher, à tous ceux qui ont été présents pour le soutien moral. Merci à ses collègues, qui lui envoient quotidiennement des photos, lui rappelant une partie de sa vie d'avant. Merci pour les messages de soutien, les chansons, les vidéos, qui donnent de la force. Cette solidarité est exemplaire. Nous avons conscience d'être bien lotis, comparés à toutes celles et ceux qui subissent seuls la répression, à l'ombre des chaumières, sans force collective pour contrecarrer toutes les misères qu'elle charrie. Parce que nous pensons qu'il est primordial de prendre collectivement en charge la répression qui s'abat sur les mouvements révolutionnaires, nous proposerons bientôt un retour sur notre expérience propre autour de la blessure de Serge. Nous y présenterons les différentes questions logistiques et politiques auxquelles nous avons été confrontés et comment nous avons su ou non y répondre. Ce bilan n'est qu'un bilan d'étape, dans la mesure où nous sommes bien loin d'en avoir fini et où aucun retour à la normale ne se pointe à l'horizon. Et ce n'est certainement pas le règlement judiciaire de l'affaire, quelle que soit l'issue de la plainte qui vise l'action de l'Etat à Sainte Soline, qui y mettra un terme.

Depuis que l'Etat existe, sa police mate, fracasse, tue, en un mot terrorise. Un seuil a probablement été franchi en France au moment où les blindés des forces spéciales ont tenté de prendre le contrôle de la rue sans hésiter à tirer sur la foule au petit malheur la chance pour éteindre la révolte déclenchée par le meurtre de Nahel. Ainsi, depuis les émeutes de 2005, combien d'yeux crevés, de membres fracassés, de cas de surdité, d'assassinats plus ou moins légaux, de viols, de vies réduites en miettes au nom du maintien - coûte que coûte - d'un monde d'exploitation ? Combien de séquelles et d'années de rééducation reste-t-il une fois que les médias ont fait leurs choux gras ?

La solidarité doit se poursuivre pour que les blessés et enfermés de nos luttes se relèvent de la meilleure des manières et pour que nos morts ne se soient pas fait tuer pour rien. Les capitalistes n'ont qu'un objectif : faire du fric en nous abîmant, en nous détruisant et en détruisant tout ce qui est viable sur le globe.

Plus que jamais, la lutte des prolétaires du monde entier est vitale pour trouver le chemin de ce foutu monde meilleur.

Les camarades du S

Plus d'infos sur:
<https://lescamaradesdus.noblogs.org/>



EFFONDREMENT OU REVOLUTION SOCIALE ?

« Le consommateur et le producteur se reconnaissent comme une seule et même personne. Il s'agit donc de fonder une ligue de consommateurs qui produiraient pour eux-mêmes »,
Gustav Landauer

AL'HEURE où des tas de gens et d'experts et expertes de tout poil parlent d'effondrement ou de fin du monde, que les effets s'en font toujours plus sentir, depuis la hausse du prix de l'essence aux feux de forêts, en passant par les guerres, les difficultés d'accès à l'eau, les famines et les inondations, nous sommes probablement à un tournant où nous pouvons assumer une rupture avec le système qui a mené à notre perte. Ça s'appelle la révolution sociale, ce vieux projet des exploités et des révoltés du 19^{ème} siècle.

GRÈVE, BLOCAGES, SABOTAGES.

NOUS SAVONS D'EXPÉRIENCE que nous n'obtiendrons jamais rien en se contentant de manifester dans la rue pour demander quelques droits et miettes. Les révoltés Sri-Lankais et Sri-Lankaises n'ont pas attendu l'autorisation du Premier ministre et du Président pour les virer de chez eux et faire trempette dans leur piscine ! Il faut agir par nous-mêmes avec détermination. Il n'y aura pas de sauveur suprême, que ce soit Le Pen, Mélenchon ou qui que ce soit d'autre et nous n'aurons que ce que nous prendrons.

Les luttes présentes et passées ont déjà montré plusieurs possibilités pour créer un rapport de force avec le pouvoir : prendre la rue de manière sauvage et en profiter pour entamer l'œuvre de destruction du vieux monde ; bloquer des lieux stratégiques (périph, dépôts pétroliers, zones industrielles, pôles emplois, CAF, bâtiments publics et lieux de pouvoir, etc.) ; alors que la vie est de plus en plus chère, faire ses courses « à la manière prolétaire », c'est-à-dire se réapproprier les marchandises sans les payer ; multiplier les sabotages pour couper les communications et l'énergie au pouvoir et au Capital (antennes-relais, transformateurs électriques, caméras de vidéosurveillance, fibre optique, armoires Internet, data centers, etc.) ; s'échapper du chronomètre et de la pointeuse, se dégager du temps nécessaire par la grève et

la faciliter en montant des caisses de grève et en les alimentant par diverses actions et initiatives (cantines, fêtes, péages gratuits...) ; se retrouver dans des usines ou des facs occupés, dans des squats autogérés, sur des ronds-points ou des places où vivre en commun et défaire ensemble un peu de ce qui nous oppresse.

Pour briser la normalité et le cours monotone de la domination, nous avons non seulement besoin de nous lier par affinités pour attaquer, mais aussi de créer des espaces plus larges de coordination entre individus. Ces espaces n'ont pas vocation à décider de tout, mais peuvent permettre de susciter des rapports de confiance, de construire de l'entraide et permettre à ce que chacun et chacune propose des initiatives et prenne part à la révolte à égalité avec les autres. Et au point où nous en sommes, le point commun sur lequel bâtir ces espaces ne peut probablement être que l'accord minimal de rompre avec la société telle qu'elle est aujourd'hui par nous-mêmes.

Bien sûr que nous avons à lutter pour de meilleurs salaires et de meilleures prestations sociales, ou tout simplement pour résister au tour de vis supplémentaire qui se met en place avec brutalité. Mais nous avons aussi et surtout à poser la question : *à quoi va servir cet argent ? Quelle finalité à la production ? Qui profite du consumérisme ?* Les mots d'ordre autour du pouvoir d'achat sont des impasses et il faudra bien imposer un changement de direction. Nous portons dans nos cœurs un autre monde, qui ne serait pas basé sur l'exploitation d'autrui et de la planète. C'est pourquoi il nous semble important de construire immédiatement d'autres rapports sociaux entre nous dans la lutte, en prenant les décisions ensemble, en ne lâchant pas les personnes prises dans l'étau de la répression, en inventant des formes de solidarité. Mais nous ne pourrions pas faire l'économie de la **destruction** de pans entiers des infrastructures et institutions sur lesquels s'appuie le système d'aujourd'hui : notre monde est saturé d'infrastructures nauséabondes, de zones commerciales et de loisirs absurdes, d'indus-

tries polluantes, de gadgets inutiles, de centres logistiques et de transports (pour acheminer du lin normand en Chine, puis faire revenir les fringues de Chine en Normandie par exemple), de machines mortifères (que l'on songe à l'arsenal militaire ou aux technologies de surveillance par exemple), etc. **Pour construire un monde nouveau, nous avons besoin de faire de la place !**

RENOUER AVEC DES PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES CONCRÈTES.

IL N'Y AVAIT DÉJÀ PAS DE SENS AVANT à lutter chacun et chacune dans son coin pour des petits bouts de truc qu'on se prenait dans la gueule, comme la dernière réforme, la dernière vague de licenciement, le dernier projet industriel néfaste. Mais au point où nous en sommes, la révolte ne peut être que tous azimuts contre un modèle de société, contre un système global. Ça ne veut pas dire abandonner la lutte spécifique contre tel ou tel aspect de la domination, mais essayer sans arrêt de généraliser le conflit contre la domination dans son ensemble.

Ce n'est d'ailleurs peut-être pas seulement s'affronter avec l'ordre existant ici et maintenant, mais aussi avoir une petite idée du chemin à plus long terme en tête, avec quelques repères. Des questions inédites vont se poser très rapidement avec les bouleversements en cours. D'ores et déjà, de plus en plus de personnes ne veulent plus se faire exploiter pour une misère et dans un travail qui n'a pas de sens. Il ne s'agit plus de demander des augmentations de salaire et quelques longueurs de plus à nos chaînes, mais d'exiger d'autres façons de vivre et d'interroger les finalités de la production. Continuer à fabriquer des turbines à gaz dans une chaîne de montage, par exemple, non merci ! Se bousiller la santé dans le bâtiment pour continuer à bétonner et construire des immeubles de merde, non merci ! Que des tas de boulot dans l'hôtellerie et la restauration ne soient plus pourvus est somme toute logique et plutôt réjouissant : pourquoi se faire exploiter sans espoir de gagner suffisamment pour en profiter un tant soit peu, tout ça pour que d'autres profitent sur notre dos de leurs vacances et de leurs loisirs de privilégiés ?

Parmi d'autres, les questions alimentaires et de santé commencent à redevenir des enjeux importants : les hôpitaux publics et l'ensemble de la médecine de masse ont été largement démantelés, après avoir participé à nous déposséder de nos décisions et de nos savoirs sur nos propres corps ; la bouffe est de plus en plus chère, alors qu'elle est largement contaminée par l'agro-industrie pour la plupart des gens, tandis qu'une minorité arrive à s'offrir les meilleures denrées. C'est notamment sur ces

axes que des perspectives concrètes peuvent être tentées pour attaquer le capitalisme et l'Etat et transformer réellement nos conditions de vie.

Un exemple concret : un tiers des agriculteurs va partir en retraite dans les prochaines années. Soit cela continue dans le sens du système actuel, et les terres laissées vacantes vont être redistribuées par l'organisme étatique qu'est la SAFER à de gros agriculteurs qui ne peuvent fonctionner qu'à coups de pesticides, d'engrais chimiques et d'OGM ; soit un vaste mouvement de reprise de la terre par des collectifs et des individus commence à acheter collectivement ou mieux occuper les terres, constituer de petites fermes et expérimenter de nouvelles manières de faire et d'échanger.

SOCIALISATION DES TERRES CULTIVABLES.

EN CE SENS, UN DES MOTS D'ORDRE réellement révolutionnaire pourrait être la **socialisation des terres cultivables**. Qu'est-ce que ça veut dire ? Que la terre n'appartienne ni à des grands exploitants, ni aux banques et aux groupes industriels ; que la terre ne soit plus distribuée par des règles mises en place par l'Etat au profit des intérêts capitalistes de quelques gros. Les terres seraient à celles et ceux qui la travaillent, non pas de manière isolée, mais collectivement et sous la forme d'une libre association d'individus. Non pas pour en tirer des bénéfices, mais en vue de participer à une autonomie collective et un épanouissement mutuel. La socialisation des terres cultivables pourrait ainsi se penser comme un maillage d'initiatives collectives et individuelles décentralisées et basées sur des solidarités réciproques.

Il y a déjà plein d'embryons de cette façon de faire, qui sont à consolider et renforcer pour ouvrir des brèches et entamer une transformation des conditions de vie de tous et toutes. Il ne faudra pas attendre l'autorisation de qui que ce soit, mais aussi utiliser cette vieille arme révolutionnaire qu'est **l'expropriation** des plus riches. C'est la seule manière de nourrir demain tout le monde avec de la qualité. En même temps, cette manière de faire prive celles et ceux qui possèdent et s'enrichissent sur notre dos de l'expression matérielle de leur puissance : notre dépendance qui nous pousse à travailler pour elles et eux, acheter chez elles et eux et à faire fructifier leurs petites affaires.

OUVRIR DES BRÈCHES PARTOUT POUR CHANGER NOS CONDITIONS DE VIE.

SOCIALISER LES TERRES CULTIVABLES, ce n'est qu'un des aspects qui pourrait être tenté pour en finir avec le capitalisme et l'Etat et commencer à vivre de manière différente. Dans les villes aussi, beaucoup est à inventer,

essayer, échouer et refaire pour transformer réellement nos conditions de vie.

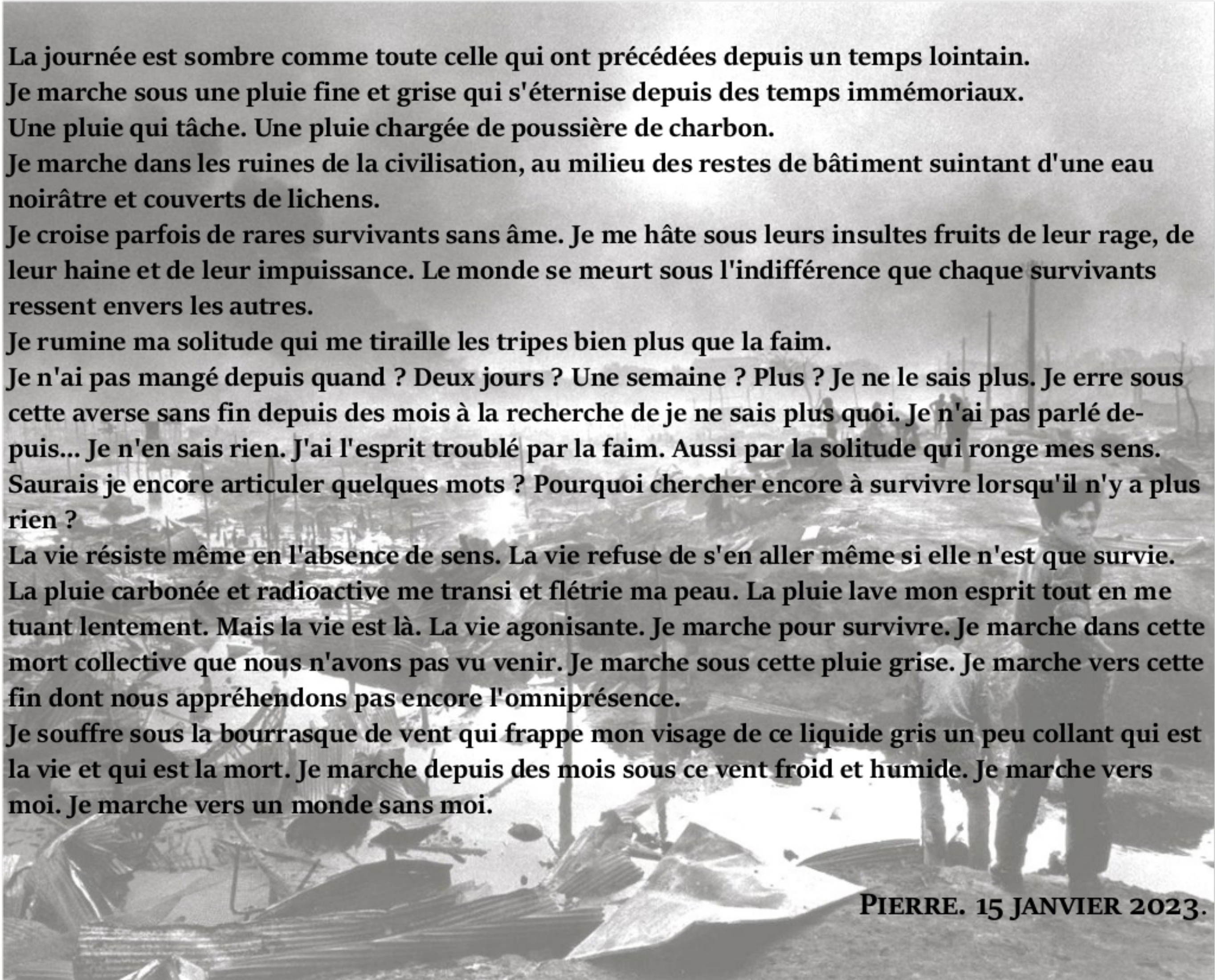
Quoiqu'il en soit, la révolution n'est pas un sympathique mouvement de retour à la terre. S'aménager un nid douillet à la campagne ne démolit pas le pouvoir en place. Si ces collectivités et expérimentations se contentent d'être d'inoffensives communautés écolo, elles reproduiront des hiérarchies et se feront de toute façon rattraper par le système qui est partout. Il n'existe pas d'en dehors au capitalisme et à l'Etat. Dans l'agriculture par exemple, paradoxalement plus il y a d'AMAP, de filière biologique, d'alternatives, plus l'agro-industrie se porte bien : de fait, toutes ces expériences sont essentiellement des compléments de gamme pour une frange aisée et occupent un marché de niche qui participe au

développement des mêmes règles et normes au profit des filières industrielles les plus ravageuses. Au mieux, elles donnent l'illusion d'un changement pour quelques franges anecdotiques de la population.

Ces espaces conquis ne peuvent être que des lieux à partir desquels auto-organiser l'entraide entre frères et sœurs en humanité, quels que soient la couleur de peau, l'orientation sexuelle ou le genre, et lancer des assauts contre des pans entiers de l'Etat et du capitalisme **en vue de détruire ce qui nous détruit**. Et c'est une belle manière, parmi d'autres, de s'aventurer sur les chemins de la liberté.

Tierra y libertad !

Terre de Cendre.



La journée est sombre comme toute celle qui ont précédées depuis un temps lointain. Je marche sous une pluie fine et grise qui s'éternise depuis des temps immémoriaux. Une pluie qui tâche. Une pluie chargée de poussière de charbon. Je marche dans les ruines de la civilisation, au milieu des restes de bâtiment suintant d'une eau noirâtre et couverts de lichens. Je croise parfois de rares survivants sans âme. Je me hâte sous leurs insultes fruits de leur rage, de leur haine et de leur impuissance. Le monde se meurt sous l'indifférence que chaque survivants ressent envers les autres. Je rumine ma solitude qui me tiraille les tripes bien plus que la faim. Je n'ai pas mangé depuis quand ? Deux jours ? Une semaine ? Plus ? Je ne le sais plus. Je erre sous cette averse sans fin depuis des mois à la recherche de je ne sais plus quoi. Je n'ai pas parlé depuis... Je n'en sais rien. J'ai l'esprit troublé par la faim. Aussi par la solitude qui ronge mes sens. Saurais je encore articuler quelques mots ? Pourquoi chercher encore à survivre lorsqu'il n'y a plus rien ? La vie résiste même en l'absence de sens. La vie refuse de s'en aller même si elle n'est que survie. La pluie carbonée et radioactive me transi et flétrit ma peau. La pluie lave mon esprit tout en me tuant lentement. Mais la vie est là. La vie agonisante. Je marche pour survivre. Je marche dans cette mort collective que nous n'avons pas vu venir. Je marche sous cette pluie grise. Je marche vers cette fin dont nous appréhendons pas encore l'omniprésence. Je souffre sous la bourrasque de vent qui frappe mon visage de ce liquide gris un peu collant qui est la vie et qui est la mort. Je marche depuis des mois sous ce vent froid et humide. Je marche vers moi. Je marche vers un monde sans moi.

PIERRE. 15 JANVIER 2023.

JOAN BUSQUETS,

GUÉRILLERO ANARCHISTE ET ANTIFRANQUISTE.

JOAN BUSQUETS a toujours bon pied bon œil, le même regard critique sur la société et en même temps la même joie de vivre. Ce n'est pas un donneur de leçon, tant il a conservé l'humilité de ces révolutionnaires qui ne font pas la révolution pour se faire mousser par les autres, mais par intime conviction.

Il est né en 1928 à Barcelone. Il se souvient de l'effervescence de 1936 suite à la victoire des élections de février par une coalition de gauche, permise par le vote massif des anarchosindicalistes de la CNT afin d'obtenir la libération des prisonniers politiques. Il se souvient aussi des préparatifs face à la menace d'un coup d'état fasciste que tout le monde sent venir, des discussions animées des cénétistes qui passent régulièrement dans sa maison familiale. Il entend les coups de feu du 18 juillet 1936 et voit les curés faire usage de leurs armes. Il comprend alors ce que les religieux sont réellement : des criminels réactionnaires ; des fanatiques, comme il aime toujours à le répéter. Il apprend aussi la réalité des pratiques des communistes autoritaires, qui ont participé à liquider la révolution sociale en Espagne.

En janvier 1939, Joan a 10 ans quand les troupes dirigées par le Général Franco entrent à Barcelone. Depuis des jours, des colonnes de réfugiés sont parties vers la France. L'ambiance change rapidement. Il n'est plus question de jouer librement pour les enfants, mais il faut sans cesse demander la permission, notamment aux curés. La docilité au pouvoir s'apprend très jeune.

Un jour, un cousin arrive à la maison. Il a fui le camp de concentration d'Argelès en France, où il était interné avec des milliers d'autres réfugiés espagnols. Les conditions de vie y sont épouvantables. Un certain nombre de français se livrent à divers trafics sur le dos des réfugiés.



A l'âge de 16 ans, en 1944, Joan travaille comme apprenti dans une usine. La CNT clandestine y organise une grève pour exiger une augmentation de salaire. Il y participe et collecte des fonds pour les familles des membres du comité de grève incarcérés par le pouvoir. Les salaires sont finalement augmentés, mais des compagnons prennent dix à quinze ans de taule. Ecœuré, Joan tente une première fois de passer clandestinement en France, sans succès. Pris, cela lui vaut ses premières expériences en prison. Il y parvient finalement à l'été 1947, en passant la frontière à pied au nord de Berga. En France, il commence d'abord par travailler dans les mines de charbon du Tarn, puis à Cransac. Joan adhère alors à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL).

En 1948, Joan est présenté au célèbre guérillero anarchiste Marcelino Massana, dit « *Pancho* ». Il rejoint à Toulouse un groupe de neuf compagnons du maquis, qui fait la jonction dans les Pyrénées avec deux autres compagnons, dont Ramon Capdevila, dit « *Caracremada* ». Le nom de maquisard de Joan est quant à lui « *El Senzill* », dont il s'amuse encore de la traduction italienne, qui signifie « le simplet ». Le but de l'opération de guérilla est de mener des sabotages sur les pylônes de

haute tension, les transformateurs électriques et les voies de chemin de fer afin de causer des dégâts à l'économie franquiste. Le groupe en profite aussi pour décharger des patrons sympathisants du régime de leur argent. Il y a besoin de pognon pour mener la lutte.

Mais en rien ce ne sont des bandits, pourtant dénommés comme tels non seulement par le régime franquiste, mais aussi par une partie de la gauche et même par une partie du mouvement libertaire espagnol en exil en France. Comme le dit aujourd'hui Joan, ils ont une morale, tandis que les gens contre qui ils mènent cette lutte en sont dépourvus. Les actions se multiplient, comme en juin 1949 où plus de 40 pylônes haute tension sont dynamités, mais l'étau des troupes franquistes se resserre. La force de la conviction et la solidarité des compagnons et compagnonnes suffisent à peine à encaisser la faim, le froid et les marches harassantes dans la montagne.

En septembre 1949, plusieurs groupes d'action se préparent à passer en Espagne depuis Toulouse, menés notamment par le fameux Francisco Sabaté, dit « Quico ». L'idée est non seulement de continuer les sabotages, mais de s'implanter à Barcelone pour y mener la guérilla. Joan part avec Gregorio et Saturnino Culebras, José Conejos Garcia, Manuel Aced Ortell, Elio Ziglioli et Manuel Sabaté. Ramon Capdevila leur sert de guide. Malheureusement, les escarmouches avec la Guardia Civil, les dénonciations et les arrestations s'enchaînent. L'italien Elio Ziglioli est ainsi arrêté par la Guardia Civil. Alors qu'il emmène les flics à une cache d'armes, il saisit une grenade et est abattu avant d'avoir le temps de la lancer contre ses bourreaux. Il avait 22 ans. Parvenu à Barcelone, Joan quant à lui est finalement arrêté le 18 octobre 1949.

Après plusieurs jours de cachot et d'interrogatoire, Joan est transféré à la prison Modelo. Il passe avec plusieurs de ses compagnons en Conseil de guerre le 7 décembre. Lors du procès, le procureur ne se contente pas des faits (franchir la frontière avec des armes), mais attribue des intentions et suppose qu'ils ont participé aux « atrocités » de la guerre d'Espagne. Il en est de même pour Joan. Quand le procureur se rend compte qu'il est trop jeune pour avoir eu une par-

ticipation active entre 1936 et 1939, le bourreau du tribunal déclare alors : « si ce n'était pas lui, ce fut quelqu'un d'autre », déclaration d'innocence qui vaut évidemment sentence. Il est condamné à mort, ainsi que Manuel Sabaté et Saturnino Culebras. Il ne reste plus qu'à envisager l'évasion pour lui éviter de mourir à 21 ans.

Ses deux compagnons sont exécutés. Vingt jours après, Joan apprend que sa peine de mort est commuée en trente ans de prison. S'ensuit de longues années de prison au pénitencier de San Miguel de los Reyes à Valence. Il croise des compagnons, fait l'expérience de la solidarité avec les prisonniers de droit commun, participe à plusieurs révoltes pour améliorer les conditions de vie dans la taule et se casse une jambe en tentant de s'évader. Pendant ce temps-là, les relations internationales du régime fasciste se normalisent, notamment avec les Etats-Unis. La dictature devient respectable.

Joan est libéré le 18 octobre 1969, après vingt ans de taule, bénéficiant d'un décret du régime exemptant du reste de la peine un prisonnier ayant effectué vingt ans ininterrompus de privation de liberté. Il travaille quelques temps comme correcteur à Barcelone, mais les contrôles policiers sont incessants. Il quitte finalement l'Espagne pour la France. A Toulouse, un copain lui trouve un boulot de maçon. Il rejoint aussi la Commission *Pro Presos* de solidarité avec les prisonniers. Marcelino Massana l'aide à obtenir le statut de réfugié politique.

Joan se rend notamment en Angleterre, non sans susciter de fortes inquiétudes chez les autorités locales, pour tisser des liens de solidarité avec d'autres groupes d'aide en faveur des prisonniers politiques. Il en profite pour rendre visite à Stuart Christie, alors incarcéré dans l'affaire de la *Angry Brigade*, groupe d'agitation armée. Mais Joan n'est pas satisfait de sa nouvelle situation. Les années de prison laissent des traces.

Il part à Paris, rencontre sa compagne Yvette, avec qui il a un fils. Ensemble, ils vivent d'un commerce de produits laitiers qui tourne bien. Il n'en oublie pas la lutte pour autant, et se solidarise avec les prisonniers des GARI en 1974. Parfois, c'est surtout la police qui se rappelle à lui, comme en octobre 1976. Avec onze autres exilé-es, les

flics français l’emmènent à Belle-Ile pour quelques jours, le temps de la visite du roi Carlos, qui a promis des élections libres suite à la mort de Franco. A la demande des autorités espagnoles, les flics français éloignent des réfugié-es politiques jugés dangereux.

Joan et sa famille s’installent ensuite à Perpignan, où ils tiennent un commerce alimentaire qui marche mal : lui et sa femme n’osent rien dire aux gens qui les volent à l’étalage. L’éthique n’aide pas à s’enrichir. A travers l’Association des prisonniers politiques du franquisme en France, il maintient vivante la mémoire de la lutte contre ce régime fasciste. Il critique aussi l’illusion de la « transition démocratique », qui recycle les flics, les juges et les militaires de la dictature en défenseur de la démocratie. L’arrivée des socialistes et de la gauche au pouvoir ne change rien, hier comme aujourd’hui.

Aujourd’hui en Normandie, Joan n’a jamais abandonné son idéal anarchiste. A 95 ans, il part en procès contre l’Etat espagnol afin de réclamer des indemnités comme victime du régime de Franco. Il ne cesse de raviver cette mémoire des crimes du franquisme et des résistances contre le même régime. Mais il n’en oublie pas l’actualité : il est un correspondant privilégié de la presse libertaire espagnole en France. Il publie des textes sur les Gilets jaunes, contre les politiques de Macron, etc. Il souhaite toujours en finir avec les frontières, loin de tout nationalisme, y compris catalan. Et il est toujours prêt à accueillir des compagnons et compagnonnes autour d’une bonne table et d’un bon calva. Son dernier conseil en franchissant sa porte : « gardez le sens de l’humour. Ça, c’est important ! » Une façon de rester humble et joyeux, malgré les exigences et les vicissitudes qu’impliquent le combat révolutionnaire.

Bibliographie incomplète :

Sur la guerre d’Espagne :

Miguel Amoros, *Durutti dans le labyrinthe*, Encyclopédie des Nuisances

Camillo Berneri, *Guerre de classes en Espagne*, Spartacus

Antoine Gimenez (et les Giménologues), *Les fils de la nuit*, Libertalia

Agustin Guillamon, *Les comités de défense de la CNT à Barcelone*, Le Coquelicot

Un incontrôlé de la colonne de fer, *Protestation sur les capitulations de 1937*, Encyclopédie des Nuisances

José Peirats, *La CNT dans la révolution espagnole* (3 tomes), Noir et Rouge

Georges Orwell, *Hommage à la Catalogne*

Sur la guérilla antifranquiste :

Anonyme, *Caracremada. Sur les sentiers de la guérilla en Espagne 1945-1963*, Tumult

Tiburcio Ariza et François Coudray, *Les GARI. 1974, la solidarité en actes*, CRAS

Joan Busquets, *20 ans de prison. Les anarchistes dans les geôles franquistes*, Le Coquelicot

Collectif, *Salvador Puig Antich. Guérilla anticapitaliste contre le franquisme*, Noir et Rouge

Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, *Mouvement ibérique de libération*, CRAS

Tomas Ibanez, *Une résurgence anarchiste. Les jeunesses libertaires contre le franquisme*, Acratie

Antonio Tellez Sola, *Sabaté. Guérilla urbaine en Espagne 1945-1960*, Tumult

CONTRE LES JO 2024



LES JO DOIVENT AVOIR LIEU À PARIS EN 2024.

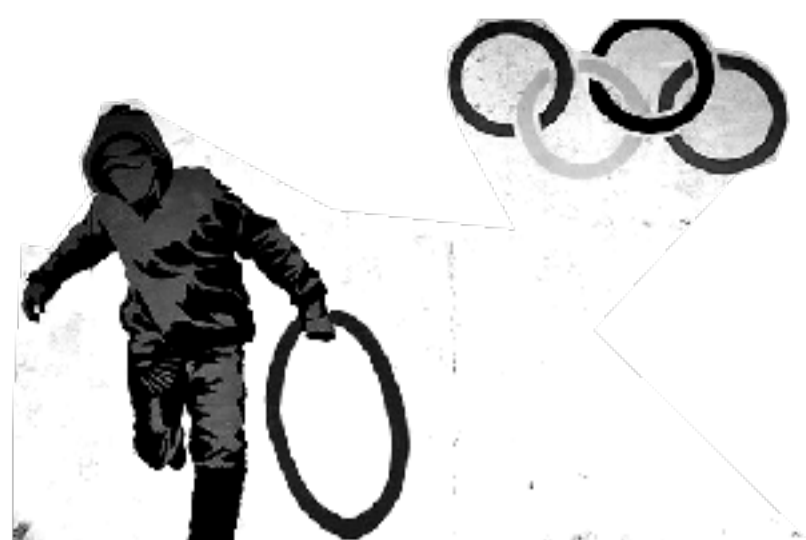
Les projets immobiliers poussent déjà les plus pauvres dehors, les migrants et migrantes sont chassés pour faire place nette et le pouvoir se sert de cette vitrine pour redorer son blason. Ce n'est pas nouveau. Les JO ont toujours servi d'appui politique pour tous les régimes : de Pékin en 2008 à Berlin en 1936, ou Moscou en 1980. Ceux de Tokyo en 2021 ont eu lieu là-bas pour faire oublier la catastrophe nucléaire de Fukushima dix ans auparavant, pour la liquider dans les mémoires, à défaut de pouvoir la liquider réellement. La contamination, elle, produit toujours ses ravages.

Au Brésil, les JO de 2016 se sont accompagnés de vastes opérations de destruction des favelas et de déplacements forcés des plus pauvres loin de la vitrine olympique. Lors des Jeux du Commonwealth à Delhi en 2010, des bus sillonnaient les rues pour juger rapidement les mendiants et mendiante et les envoyer dans des camps provisoires hors de la ville. Ce ne sont que quelques exemples. La réalité du « rêve olympique » est banalement

brutale.

Cette fois, cela se passera près de chez nous, à Paris. Mais pas seulement à Paris : Caen, par exemple, servira de base arrière aux Jeux Olympiques de Paris, hébergeant de nombreuses délégations dans ses hôtels et ses installations sportives.

Au-delà des aménagements ravageurs et de l'utilisation politique des JO, c'est l'idéologie sportive qui mérite d'être interrogée. Apparue avec le développement industriel et capitaliste, les pratiques sportives font l'apologie de la compétition, de la sélection et de l'élimination. Ce ne sont pas du tout des pratiques fraternelles, justes et libres. Les scandales financiers, sexuels ou racistes qui sortent régulièrement ne sont que le sommet de l'iceberg d'une idéologie qui cherche à nous vendre que la compétition doit être le propre de nos sociétés. Refuser le capitalisme et toute forme de domination, c'est aussi refuser la mise en spectacle des corps sportifs – d'autant que c'est une bonne occasion de foutre le bordel et rappeler tout le mal que l'on pense de leur ordre social.



Quelques nuisibles par ailleurs partenaires des JO 2024 de Paris :

Groupe Allianz, l'un des plus gros assureurs mondiaux ; **Atos**, géant du numérique ; **Intel**, second fabricant mondial de semi-conducteurs pour le numérique et les nouvelles technologies ; **Samsung**, industriel de gadgets technologiques ; **Toyota**, constructeur automobile ; **Groupe BPCE**, deuxième banque de France ; **Carrefour**, épicier de masse ; **EDF**, géant de l'énergie et du nucléaire ; **LVMH**, leader mondial du luxe ; **Orange**, opérateur de télécommunication ; **Sanofi**, industriel pharmaceutique ; **Air France**, compagnie aérienne ; **Arcelor Mittal**, industriel de l'acier et des mines ; **Danone**, industriel de l'alimentation ; **Française des jeux**, entreprise de jeux d'argent ; **Air Liquide**, géant du gaz ; **FNAC DARTY**, commerçant de marchandises culturelles et technologiques ; **Randstad**, leader mondial de l'emploi précaire ; **SNCF**, groupe ferroviaire ; **Vinci**, groupe mondial dans la construction, les parkings, les autoroutes et les aéroports ; etc.



Le fauteuil de compet' de Boris est en route !

Début juillet, nous relançons en urgence l'appel à soutien financier destiné à l'achat d'un fauteuil électrique verticalisateur sur mesure pour Boris. Pour rappel, ce dernier est le compagnon anarchiste bisontin qui a détruit pendant le premier confinement deux antennes-relais des flics et des opérateurs de téléphonie mobile dans le Jura, avant d'être incarcéré à Nancy puis gravement blessé dans un incendie de la cellule où il était enfermé, le laissant tétraplégique.

Depuis deux mois, Boris est de retour dans la région de Besançon. Il a quitté l'hôpital de Chalon-sur-Saône où il se trouvait dans un service de SSR (*Soins de suite et de réadaptation*) et réside désormais dans un lieu de vie médicalisé adapté à sa situation... où il va pouvoir réceptionner le fameux fauteuil de compet' fin septembre ! Qui plus est, l'appel à recueil de fonds a une fois de plus reçu un accueil solidaire à de nombreux endroits, et ce sont près de 11 000 euros supplémentaires qui ont été récoltés cet été. Big up à toutes celles et ceux qui ont organisé des initiatives publiques (concerts, débats, cantines), aux individus anonymes et aux caisses de solidarité **qui ont permis de compléter définitivement l'achat du fauteuil de Boris** : de Londres (Angleterre), d'Allemagne, de Bruxelles (Belgique), du Canada, de Lausanne (Suisse) et d'Athènes (Grèce) ; mais aussi d'Ardèche, de Besançon, des Cévennes, de Marseille, de région parisienne, de Toulouse... et d'ailleurs.

A présent, et grâce à la solidarité anarchiste, Boris va pouvoir envisager un retour vers la rue et le soleil avec beaucoup plus d'autonomie. Car même si les crapules judiciaires n'ont toujours pas lâché l'affaire (la juge d'instruction chargée de l'incendie de cellule n'a pas clos ses investigations, et la cour d'appel de Nancy entend toujours rejurer le compagnon pour la destruction des antennes-relais), c'est petit à petit un nouvel horizon qui est en train de s'entrouvrir.

Force et courage à lui !

Des anarchistes solidaires et complices de Boris
septembre 2023

PAS DE TRÊVE ESTIVALE POUR LE SABOTAGE !



PLUSIEURS SABOTAGES DE BORNES de recharge électrique ont eu lieu dans l'agglomération caennaise depuis le mois de mai, certains ayant été revendiqués par des textes critiquant l'industrie nucléaire et le capitalisme vert, ou encore la gentrification. En effet, derrière la multiplication des véhicules électriques se cache la relance du nucléaire, l'exploitation des sols et des travailleurs et travailleuses dans des mines sordides et des usines aliénantes, la pollution et les conflits armés liés à l'extraction des minerais nécessaires aux composants électriques, la circulation à travers la planète des marchandises, les inégalités entre les exclus du système et celles et ceux qui imposent leur mode de consommation, bref tout ce qu'il y a de plus détestable dans l'ordre existant.

Nous reproduisons ci-dessous le premier texte de revendication, faisant

suite à un sabotage le 17 mai sur la Presqu'île de Caen. Deux autres textes ont suivi des sabotages le 31 mai à Colombelles et le 7 août sur le Parvis Notre-Dame. D'autres attaques semblent avoir eu lieu. Notons que localement, c'est le Syndicat Départemental d'Energies du Calvados qui est en charge de la prolifération des bornes électriques de recharge, organisme situé près du Mémorial de Caen et de la clinique Saint-Martin. Il regroupe diverses municipalités et intercommunalités du Calvados. C'est Catherine Gourney-Leconte (maire de Campagnolles et vice-présidente de la communauté de communes de Vire au Noireau) qui le préside.

Caen (Calvados) : deux bornes de recharge électrique sabotées.

Les voitures électriques sont un élément central de la restructuration en cours de l'économie capitaliste. Leur diffusion sur le marché fait partie intégrante d'une offensive bien plus vaste menée par le camp néo-libéral, ses politiques, ses lobbyistes, ses médias, ses publicitaires, qui veulent nous faire croire que la *transition* vers des énergies dites *décarbonées* est la solution à la *crise écologique*. Le tout-électrique est *en marche*, pour le plus grand bonheur des industries nucléaires, éoliennes et autres. Au prétexte que celles-ci seraient *vertes*, la question de la production, de l'exploitation et de la croissance est balayée. Le système peut continuer de prospérer, détruisant au passage tout ce qu'il touche.

Non, le nucléaire n'est pas une énergie propre. De l'extraction des minerais nécessaires à son fonctionnement, en passant par la pollution de l'eau, jusqu'à la production d'une quantité monstrueuse de déchets, et sans parler du risque majeur de catastrophe, le nucléaire pue

la mort. Les éoliennes industrielles et les parcs photovoltaïques ne sont pas en reste puisque l'implantation de ces infrastructures participe aussi à la destruction du vivant et à la perpétuation d'**un système qui a besoin d'énergie pour tourner.**

Les voitures électriques constituent un débouché économique majeur pour l'industrie électrique, et une aubaine pour la relance des industries automobiles et minières, qui comptent parmi les plus polluantes au monde. Par exemple, les batteries des voitures électriques sont fabriquées avec du lithium, un minerai qualifié de « nouvel or blanc » par les capitalistes, et dont l'extraction explose depuis quelques années. Le gouvernement français et la société Imerys prévoient d'ailleurs d'ouvrir la plus grande mine de lithium d'Europe en 2028, dans l'Allier, pour produire 700 000 batteries de voitures électriques

par an.

Le fonctionnement normal de la flotte de véhicules électriques repose sur un réseau de bornes de recharge, que l'État et les entreprises privées implantent intensivement sur le territoire. Le ministre des transports Clément Beaune a annoncé l'objectif : 400 000 bornes de recharge en France d'ici 2030.

En attendant, **dans la nuit du 17 mai, deux bornes de recharge électrique MobiSDEC ont été sabotées avec de la mousse expansive.** La première près du nouveau tribunal judiciaire, la seconde à côté de l'École Supérieure d'Arts et Médias (ESAM), sur la Presqu'île de Caen.

Le quartier de la Presqu'île n'a pas été choisi au hasard.

Depuis plusieurs années, les responsables politiques locaux y organisent une gentrification intensive. Les entrepôts, les anciens immeubles et les squats y sont peu à peu rasés, puis remplacés par des bâtiments neufs et des constructions modernes visant à rendre le quartier *attractif* pour les investisseurs et les riches (résidence de luxe Le Norway, espace collaboratif d'innovation Le Dôme, nouvelle ligne de Tramway, ESAM, bibliothèque municipale, tribunal, salle de concert Le Cargö...). Le prix du mètre carré atteint à certains endroits de la Presqu'île des tarifs parisiens. Parmi toutes les infrastructures mises à disposition de cette nouvelle population, les bornes de recharge électrique sont essentielles, afin que les jeunes cadres dynamiques et les retraité-es privilégié-es qui viennent de s'installer là puissent recharger tranquillement leur Tesla ou leur SUV électrique. Pas de bol, ça ne sera pas possible ce matin, les deux bornes de recharge de la Presqu'île étant HS, et pour une fois, ce ne sont pas les travailleur-euses du sexe ou les squatteur-euses exilé-es habitant le quartier qui seront emmerdé-es, elles que la police et la mairie cherchent à pousser toujours plus loin du centre-ville et à exclure de la Presqu'île.

Alors débranchons les quartiers branchés.

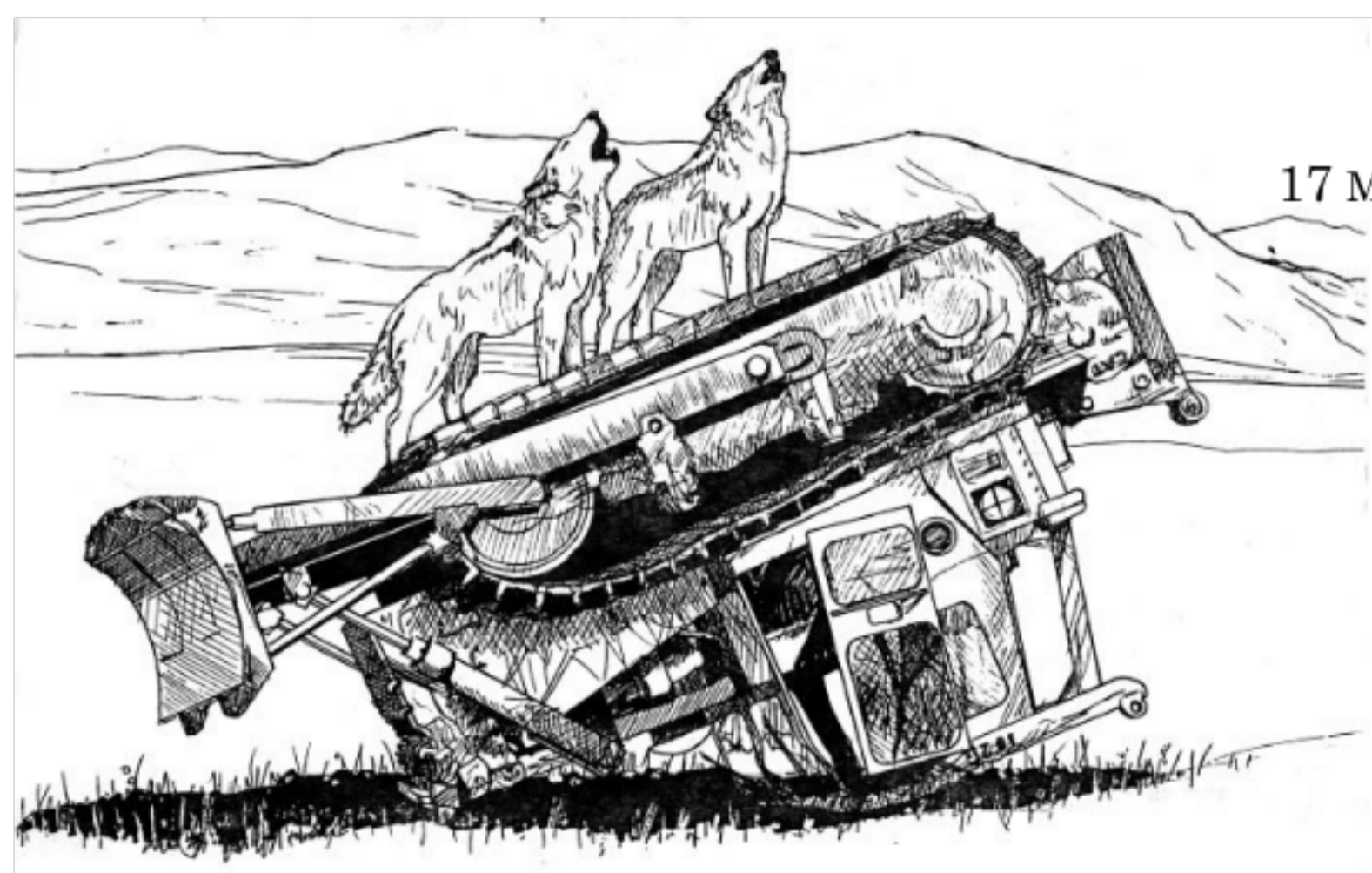
Parce que mettre fin au capitalisme passe par l'attaque contre les infrastructures stratégiques du système : partout, résistance & sabotage !

FEU À LA SOCIÉTÉ ÉLECTRIQUE :

31 MAI, COLOMBELLES : Une borne de recharge électrique est sabotée à la mousse expansive. *« Pour prospérer, le capitalisme a besoin d'un renouvellement permanent du progrès technologique et de nouvelles innovations, pour alimenter la croissance économique. Le passage au tout-électrique n'est qu'une évolution de plus d'un système qui repose et reposera toujours sur le pillage des ressources, l'exploitation, et l'autoritarisme. »*

07 AOÛT, CAEN : Une borne de recharge électrique est sabotée à la mousse expansive sur le parvis Notre-Dames qui jouxte le siège du Conseil Départemental et la préfecture. Un communiqué fustige la transition écologique : *« C'est la poursuite de l'augmentation générale de la production, et notamment la production d'électricité. Par conséquent, transition écologique est synonyme de relance du nucléaire, de projets éoliens géants, de méga parcs photovoltaïques et de maintien de la production d'énergies fossiles. C'est aussi le renforcement de l'extractivisme, l'ouverture de nouvelles mines, par exemple des mines de lithium pour produire des millions de batteries électriques. C'est aussi toujours plus d'infrastructures, de lignes THT, de transformateurs, de câbles sous-marins... Toujours plus de pollutions, de déchets et de morts (...)*

21 AOÛT, COLOMBELLES : La même borne électrique attaquée le 31 mai est de nouveau prise pour cible à la mousse expansive. *« il n'y a pas besoin de produire plus d'électricité, si ce n'est pour faire fonctionner des appareils électroniques sans cesse plus énergivores et aliénants, pour développer les nouvelles technologies de surveillance, pour alimenter la croissance économique, et pour faire tourner les écrans qui nous gâchent la vie au quotidien. »*



CAEN,
17 MAI 2023

A l'assaut du ciel !

Fragments de révoltes.

« *La volupté de la destruction est une volupté créatrice.* »
Mikhail Bakounine.



2023, BELGIQUE : Près de 230 personnes ont déjà saboté leur bracelet électronique cette année, rappelant au passage qu'une peine de privation de liberté à domicile reste une peine de privation de liberté.

11 JUIN ET 27 JUILLET BUENOS-AIRES :
« *Le 11 juin dernier, j'avais attaqué avec le feu une voiture de patrouille de la ville de Buenos Aires du commissariat n°45, à l'angle des rues Cuba et Campos Salles, et le 27 juillet j'ai refait la même contre une autre voiture de patrouille, au même endroit et motivé par la même vengeance de toujours.* »

ENTRE 20 JUILLET ET LE 3 AOÛT, INGOLDSTADT (ALLEMAGNE) : Deux camions Iveco de la Bundeswehr, l'armée allemande, sont incendiés alors qu'il étaient en maintenance chez un garagiste en attendant de reprendre leur sale besogne.

22-23 et 27 juillet, Châtelleraut : Dans le week-end du 22 et 23 juillet, puis le 27 juillet, un bouton poussoir est enclenché à l'extérieur d'un magasin

Aldi, coupant l'alimentation électrique des équipements réfrigérants. Ce sont plus 46000 euros de marchandises entassées qui sont perdues.

29 JUILLET, MODANE : Cinq engins du chantier de la ligne TGV Lyon-Turin encours de construction sont cramés.

AOÛT 2023, LONDRES : 288 caméras ont été sabotées en 4 mois. Cette recrudescence des sabotages est intervenue au moment où une extension d'une taxe sur les véhicules les plus polluants était mise en place et devait toucher Londres dès fin août. Des dispositifs de caméras censées lire les plaques des véhicules autorisés ou non à circuler sont utilisées pour dresser des infractions.

08 AOÛT, VANDOEUVRE-LES-NANCY : Dans cette commune de la métropole du Grand Nancy, le centre des finances publiques est incendié. Ce dernier déjà pris pour cible quelques semaines plus tôt lors d'émeutes intervenues suite à l'assassinat de Nahel, avait été rapatrié aux abords d'une crèche. Dans la nuit, ces nouveaux locaux sont attaqués. Les flics ne pourront pas compter sur des caméras de vidéo-surveillance pour faire leur sale boulot : elles-aussi ont été mise hors d'état de nuire durant les émeutes.

19 AOÛT, NÎMES : Une panne d'électricité plonge le Centre de Rétention Administrative dans le noir. Des détenus en profite pour saboter des caméras, briser des portes et mettre le feu à 14 chambres. 6 personnes réussissent à

prendre la clé des champs.

FIN AOÛT, ARGENTINE : Une vague de pillages de commerces et de supermarchés s'empare du pays. L'Argentine est soumise à une inflation endémique à deux chiffres depuis plus de douze ans, et de 115% depuis un an. Ces pillages qui touchent plusieurs régions du pays sont l'œuvre de petits groupes qui fondent sur leurs objectifs suite à des appels lancés sur les réseaux sociaux. Rien que le mercredi 23 août, le gouvernement de Buenos Aires a indiqué que dans la capitale, il y avait eu plus de 150 tentatives de pillage en même temps et 94 personnes arrêtées. Parmi les engeolé-e-s, beaucoup de mineurs. Cette vague n'est pas sans rappeler la vague de pillages qui avait accompagnée la crise de 2001 en Argentine. Elle s'était alors associée à un mouvement d'occupation et d'appropriation d'usines, et à la mise en place du Mouvement des « *piqueteros* » qui bloquaient les axes de transports.

25 AOÛT, LIMOGES : Cinq voitures de la Maison du département qui regroupe les services du département de la PMI au RSA (et leurs contrôles) sont incendiées.

26 AOÛT, AURILLAC : Une manifestation réunit un millier de personnes pour protester contre la condamnation pour exhibition sexuelle d'une jeune spectatrice pendant le festival, qui déambulait seins nus dans les rues. M. avait expliqué son geste en expliquant qu'elle n'avait fait qu'imiter de nom-

breux hommes qui avaient retiré leur tee-shirt. Lors de cette manifestation beaucoup de personnes défilent topless en solidarité avec M. Devant le palais de justice, pendant que certains font un clapping, que d'autres entonnent un « Aurillac topless, la justice en PLS », des drapeaux sont décrochés et cramés, un groupe de personnes fracture les portes du tribunal ; la salle des pas perdus et des salles d'audience sont dégradées, des dossiers sont brûlés, un A cerclé est bombé et un début d'incendie se déclare.

1ER SEPTEMBRE, QUÉBEC : Un réseau de fibre optique est brisé. Plusieurs quartiers de la ville sont temporairement déconnectés d'internet, des plates-formes de diffusion de contenu, de la téléphonie, de la télévision.

2 SEPTEMBRE, LA VERRIÈRE (YVELINES) : Pendant que la maire de la commune fait visiter à une équipe de télévision une école attaquée pendant les émeutes de juin, la vitre arrière de sa voiture est brisée. Une bombe lacrymogène, trouvée dans la boîte à gant, est vidée dans l'habitacle.

6 SEPTEMBRE, LILLE : Le hall de l'hôtel du département du Nord a été saccagé par un bénéficiaire du RSA dont l'allocation avait été suspendue « faute de recherche active » ; peut-être même faisait-il parti de ces affreux bénéficiaires qui s'apprêtent à rechigner à servir de chair à patron pour aller bosser une quinzaine d'heures en échange du maintien de leur allocation.

7 SEPTEMBRE, HAMBOURG : plusieurs points névralgiques du transports ferroviaire de marchandises du port sont sabotés. « Chaque année, des millions de tonnes de marchandises et de matières premières sont transbordées à Hambourg, ce qui augmente la richesse des exploitateur/euse.s du Nord global au détriment du soi-disant Sud global. Nous avons voulu mettre un

frein réel à cette machinerie. En même temps, nous montrons aussi notre solidarité avec les communautés touchées par la destruction industrielle dans le monde entier, et avec celles et ceux qui se trouvent derrière les barreaux pour avoir lutté contre le capitalisme et l'État. »

8 SEPTEMBRE, CHARLEVILLE-MÉZIÈRES : Le tribunal de la ville est attaqué au cocktail Molotov. Deux voitures sont incendiées, la façade touchée, et une vitre étoilée.

9 SEPTEMBRE, PARIS : La façade du consulat de la République Islamique d'Iran est incendiée. Un suspect arrêté le lendemain revendique son geste. Il affirme avoir par son acte illégal voulu « montrer aux Iraniens et aux Iraniennes vivant au pays que nous, nous sommes avec eux, et surtout avec les femmes ». La porte parole du ministère des affaires étrangères a rapidement dénoncé cet acte ; et N. a tout aussi rapidement été placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de manifester.

12 SEPTEMBRE, FRANCFORT : une quinzaine de Tesla sont incendiées sur le parking d'un concessionnaire de la marque. « (...) Tesla est l'un de nos ennemis les plus éminents. Cette entreprise représente mieux que toute autre l'idéologie du capitalisme vert et la poursuite de la destruction globale et coloniale (...) ».

12 SEPTEMBRE BRÊME : Le bureau des Grünen (Les Verts allemands) est attaqué au marteau.

17 SEPTEMBRE, NÎMES : Un incendie volontaire permet à trois détenus du CRA de prendre la fuite. Deux sont interpellés sur le chemin de ronde, mais l'un d'entre eux arrive à se faire la belle.

17 SEPTEMBRE, BARCELONE : Un distributeur de la banque Banco Sabadell est incendié. « (...) individus amante.s

de la nuit et du feu, nous avons décidé de briser la complicité du silence et de laisser une trace de notre détermination en détruisant un distributeur de billets de la Banco Sabadell dans la nuit du 17 septembre. (...) »

18 SEPTEMBRE, BERLIN : Deux pelleteuses de l'entreprise Strabag sont sabotées. « Strabag, qui est l'une des plus grandes entreprises de BTP d'Europe, participe à toutes les infamies imaginables sur la planète, et chacun de ses nouveaux projets de construction signifie une progression vers la destruction de la nature, au profit de déserts de béton qui semblent déjà sans fin ».

20 SEPTEMBRE, MARMAGNE : Un véhicule d'Iris ingénierie qui participe aux travaux d'installation de la fibre optique sur la commune est incendié.

21 SEPTEMBRE, GUYANE : A Rémire-Montjoly et Matoury le réseau mobile, internet et fixe de Oranges Caraïbes est mis hors service.

25 SEPTEMBRE, GRENOBLE : Un pylône électrique supportant deux lignes THT est incendié sur la commune de Seysinet-Périset. La gendarmerie dépêchée sur place et le parquet privilégient la piste de « l'ultra-gauche libertaire ».

25 SEPTEMBRE, ST-JEAN DE COUZ : Un relai de téléphonie est incendié. Le même relai avait déjà été attaqué en novembre 2022.



Il pleut sur la mer et ça sert à rien
Qu'à noyer debout le gardien du phare
Le phare y a beau temps qu'il a plus d'gardien
Tout est électrique il peut bien pleuvoir
Aujourd'hui dimanche
Sur la Manche

Il pleut sur la mer c'est bien inutile
Ça mouille la pluie c'est du temps perdu
Les mouettes s'ennuient blotties sous les tuiles
Il tombe des cordes et l'eau s'est pendue
Aux plus hautes branches
De la Manche

Il pleut sur la mer et ça sert à rien
À rien et à rien mais quoi sert à quoi
Les cieux c'est leur droit d'avoir du chagrin
Des nuages indiens vident leur carquois
C'est l'été comanche
Sur la Manche

Il pleut sur la mer l'eau quelle imbécile
À croire que la mer se pisse dessus
Saborde ses ports ses cargos ses îles
T'as l'air d'un moineau sous mon pardessus
D'une corneille blanche
Sur la Manche

Il pleut sur la mer et ça nous ressemble
De l'eau dans de l'eau c'est nous tout crachés
Et nos yeux fondus au coeur de septembre
Regardent rouler des larmes gâchées
Curieuse avalanche
Sur la Manche

Il pleut sur la mer c'est con comme la pluie
Peut-être c'est nous qui sommes à l'envers
L'amour a des noeuds dans sa mise en plis
Ça nous fait marrer il pleut sur la mer
Aujourd'hui dimanche
Sur la Manche

« Il pleut sur la mer »,
Allain Leprest